



**Rapport de la troisième réunion du Comité de Pilotage CCLME
29 - 30 Novembre 2012, Santa Cruz de Tenerife, Espagne**

**Report of CCLME Third Project Steering Committee meeting
29 - 30 November 2012, Santa Cruz de Tenerife, Spain**

A propos du projet "Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries"

Le Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries (CCLME) fournit des ressources alimentaires et économiques vitales pour les populations côtières vivant en bordure du Grand Ecosystème Marin (GEM) et aussi pour une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Il assure une des plus importantes productions de pêche parmi les GEMs de l'Afrique et la zone côtière du CCLME procure également d'importants biens et services aux pays côtiers, notamment des habitats critiques pour les poissons, du bois provenant des mangroves et des espaces côtiers et marins pour l'agriculture, l'aquaculture, le développement urbain, le tourisme et le transport.

Le projet CCLME présente une originalité en raison de son approche stratégique combinant les pêcheries et la gouvernance dans la gestion de l'écosystème. Le projet vise à permettre aux pays participants de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires sur la pêche en déclin, les menaces sur la biodiversité associée et la qualité de l'eau par des réformes de gouvernance, des investissements et des programmes de gestion. Il favorisera la coopération parmi les pays partenaires du projet et assurera le suivi de l'état du CCLME en se basant sur les résultats scientifiques.

Le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal se sont tous engagés à travailler ensemble dans le projet CCLME pour lutter contre la tendance à la dégradation du grand écosystème marin du courant des Canaries, causé par la surpêche, les modifications des habitats et les changements de la qualité de l'eau, en adoptant une approche écosystémique.

Le projet est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) avec les cofinancements des pays participants et d'autres partenaires. Les partenaires actuels sont: l'Agence Française de Développement (AFD), la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), le projet EAF-Nansen, l'Administration Nationale des Océans et de l'Atmosphère (NOAA) des États-Unis d'Amérique, le Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida) et Wageningen International.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) sont les agences FEM pour la réalisation du projet CCLME.

Pour plus d'informations, prière visiter le site-web www.canarycurrent.org

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au : Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publication électronique, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO 2012

Pour usage bibliographique, veuillez faire référence à cette parution comme suit :

CCLME (2013) Rapport de la Troisième réunion du Comité de Pilotage du projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries" (CCLME). Santa Cruz de Tenerife, Espagne, 29-30 Novembre 2012. CCLME-2012-Rapport de Réunion-03-angl.-fran, 53 pp

About the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem”

The Canary Current Large Marine Ecosystem (CCLME) provides vital food and economic resources to coastal populations bordering the Large Marine Ecosystem (LME), and also to much of Western Africa. It has one of the highest fisheries productions among the African large marine ecosystems and its coastal zone also provides critical fish habitat, wood from mangroves and coastal and marine space for agriculture, aquaculture, urban development, tourism and transport.

The CCLME project is unique in its strategic combination of fisheries and ecosystem governance frameworks. The project aims to enable the participating countries to address priority transboundary concerns on declining fisheries, associated biodiversity and water quality through governance reforms, investments and management programs. It will foster cooperation among project countries and contribute to a strengthened monitoring of the status of the CCLME that is based on sound science.

Cape Verde, Gambia, Guinea, Guinea-Bissau, Mauritania, Morocco and Senegal are all committed to working together in the CCLME project to address the degradation of the Canary Current Large Marine Ecosystem caused by over-fishing, habitat modification and changes in water quality by adoption of an ecosystem approach.

The project is funded by the Global Environment Facility (GEF) and co-financed by participating countries and other partners. Current partners include the French Development Agency (AFD), EAF-Nansen Project (FAO), National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) of the United States, West African Regional Marine and Coastal Conservation Programme (PRCM), Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), Sub-regional Fisheries Commission (SRFC) and Wageningen International.

The GEF agencies responsible to carry out the CCLME project are the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) and the United Nations Environment Programme (UNEP).

For more information, please visit www.canarycurrent.org

The designations employed and the presentation of material in this information product do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) concerning the legal or development status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The mention of specific companies or products of manufacturers, whether or not these have been patented, does not imply that these have been endorsed or recommended by FAO in preference to others of a similar nature that are not mentioned.

The views expressed in this information product are those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of FAO.

All rights reserved. Reproduction and dissemination of material in this information product for educational or other non-commercial purposes are authorized without any prior written permission from the copyright holders provided the source is fully acknowledged. Reproduction of material in this information product for resale or other commercial purposes is prohibited without written permission of the copyright holders. Applications for such permission should be addressed to: Chief, Electronic Publishing Policy and Support Branch, Communication Division, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italy or by email to copyright@fao.org

© FAO 2012

For bibliographic purposes, please reference this publication as:

CCLME (2012) Report of the Third Project Steering Committee Meeting of the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem” (CCLME). Santa Cruz de Tenerife, Spain 29-30 November 2012. CCLME-2012-Meeting Report-03-fr-eng, 53 pp

Table des matières

Abréviations	5
Résumé	7
Executive Summary	8
Conclusions et recommandations du Comité de Pilotage (CP) du projet «Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries – CCLME »	9
1. Organisation	11
1.1. Ouverture de la réunion	11
1.2. Présentation des participants	11
1.3. Election du Président et Vice-président	12
1.4. Informations sur le programme	12
1.5. Adoption de l'ordre du jour de la réunion	12
2. Mise en œuvre du projet et Statut	12
2.1 Rapports d'Activités du Projet CCLME (novembre 2011-novembre 2012)	12
2.2. Présentation des Rapports des Groupes de travail du CCLME	13
2.3. Présentation des Rapports sur la mise en œuvre des Projets de Démonstration du CCLME	15
2.4. Présentation des activités des Institutions partenaires	17
2.5. Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux (CIN)	18
2.6. Présentation du projet de Plan de travail de l'année 2013 du CCLME	19
2.7. Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage	19
2.8. Divers	19
2.9. Adoption du rapport de la réunion	19
2.10. Clôture de la réunion	19

Table of contents

Abbreviations 20

Conclusions and recommendations of the Steering Committee (SC) of the project « Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem – CCLME » 23

1. Organization 25

 1.1. Opening of the meeting (Ouverture de la réunion) 25

 1.2. Presentation of participants 25

 1.3. Election of Chair and Vice –Chair 26

 1.4. Information on the program 26

 1.5. Adoption of the agenda of the meeting..... 26

2. Implementation of the project and status 26

 2.1 CCLME Activity reports (Novembre 2011-Novembre 2012) 26

 2.2. Presentations of the Working Group reports of CCLME 27

 2.3. Presentation of reports on the implementation of CCLME demonstration projects. 28

 2.4. Presentation of the activities of partner institutions..... 30

 2.5. Country reports on National Interministerial Committees (NIC)s 32

 2.6. Presentation of the project of work plan of CCLME for the year 2013..... 32

 2.7. Date and place of the next steering Committee meeting 32

 2.8. Other business..... 33

 2.9. Adoption of the report of the meeting 33

 2.10. Closing of the meeting 33

ANNEXES/APENDIXES

Annexe 1 : List of Participants – Liste des Participants 34

Annexe 2. Agenda / Ordre du jour 39

Annexe 3. Plan de travail du projet CCLME Année 2013 /2013 Work Plan of the CCLME Project 41

Abréviations

ADT	Analyse Diagnostique Transfrontalière
AEP	Approche Écosystémique des Pêches
AFD	Agence Française de Développement
CCLME	Grand écosystème marin sur le courant des Canaries
COI-UNESCO	Commission Océanographique Intergouvernementale (COI) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
COMHAFAT	Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique
COPACE	Comité des Pêches pour l'Atlantique Centre Est (FAO)
CP	Comité de Pilotage (du projet CCLME)
CIN	Comité Interministériel National (du projet CCLME)
CSRP	Commission Sous-Régionale des Pêches
CTN	Coordinateur Technique National (du projet CCLME)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GCLME	Grand écosystème marin sur le courant de Guinée
GEM	Grand Écosystème Marin
GOOS-Africa	Système Mondial d'Observation de l'Océan en Afrique (COI-UNESCO) (Global Ocean Observing System of Africa)
IEO	Institut Espagnol d'Océanographie (Instituto Español de Oceanografía)
IMR	Institut de Recherche Marin (la Norvège) (Institute of Marine Research)
IMROP	Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches
INRH	Institut National de Recherche des Ressources Halieutique (Maroc)
IRD	Institut de Recherche pour le Développement
MAVA	Fondation pour la nature MAVA
NOAA	Administration Océanique et Atmosphérique Nationale (USA) (National Oceanic and Atmospheric Administration)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PARTAGE	Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales
PAS	Plan d'Action Stratégique
PFNP	Point Focal National du Projet (du projet CCLME)
PRAO	Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest
PRCM	Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest
UICN	l'Union Internationale de Conservation de la Nature
UNC	Unité Nationale de Coordination (du projet CCLME)
URC	Unité Régionale de Coordination (du projet CCLME)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
S&E	Suivi et Evaluation
SIDA	Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement

UCAD	Université Cheikh Anta Diop de Dakar
------	--------------------------------------

Résumé

La Troisième Réunion du Comité de Pilotage (CP) du projet "Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries" (CCLME) s'est tenue à Tenerife, Espagne les 29 et 30 Novembre 2012. Les représentants des 6 pays participants du projet (Maroc, Cap-Vert, Sénégal, Gambie, Guinée, Guinée Bissau) excepté la Mauritanie, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le Secrétariat de la Convention d'Abidjan et l'Unité Régionale de Coordination (URC) ont assisté à la réunion. Un certain nombre de partenaires co-financiers et d'autres organisations partenaires ont assisté à la réunion en tant qu'observateurs. La liste des participants est présentée en Annexe 1.

Les conclusions/recommandations suivantes ont été formulées durant cette troisième réunion du CP du CCLME :

- Félicite l'URC pour la présentation des rapports des Groupes de Travail, du rapport sur la situation des projets de démonstration du CCLME qui démontre l'état d'avancement du projet et met en exergue le travail réalisé entre la session de novembre 2011 et celle de 2012.
- Remercie vivement le Gouvernement du Sénégal pour la mise à disposition des locaux à usage de bureaux pour l'URC du CCLME depuis Février 2012.
- Félicite le Sénégal et la Gambie pour la mise en place de leur Comités Interministériels Nationaux et insiste sur l'importance et la nécessité de mettre en place ces Comités Interministériels Nationaux dans les autres pays du projet CCLME le plus rapidement possible.
- Reconnaît l'importance du rôle des autres partenaires pour l'atteinte des objectifs du projet et les remercie pour leur soutien technique et financier.
- Note et approuve l'acceptation par les Etats membres du CCLME du principe de transformer la charte mangrove en protocole additionnel à la Convention d'Abidjan.
- Encourage l'URC pour élaborer le premier draft du document Analyse Diagnostique transfrontalière (ADT) du projet CCLME d'ici le mois de Juin 2013.
- Approuve le plan de travail 2013 proposé par l'URC.
- Demande à tous les pays, qui ne l'ont pas encore fait, de désigner avec diligence, leurs représentants au groupe de travail socio-économie et gouvernance.
- Remercie l'IEO (Canaries, Espagne) pour son accueil chaleureux de cette troisième réunion du Comité de Pilotage dans les nouveaux locaux du Centre de Tenerife et pour toutes les facilités dont ont pu bénéficier les participants.
- Le CP a recommandé que la prochaine réunion du CP se tienne en fin 2013 à Banjul (The Gambia).

Executive Summary

The third meeting of the Steering Committee (SC) of the project “Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem” (CCLME) was held in Tenerife, Spain on 29 and 30 November 2012. Representatives of six of the participating countries of the project (Morocco, Cape Verde, Senegal, The Gambia, Guinea, Guinea Bissau) (Mauritania was unable to attend), the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the United Nations Environment Programme (UNEP), the Secretariat of the Abidjan Convention and the Regional Coordination Unit attended the meeting. A number of co-finance partners and other partner organizations participated in the meeting as observers. The list of participants is presented in Annex 1.

The following conclusions and recommendations were made during the third CCLME project SC meeting:

- Congratulates the RCU for the presentation of the Working Group Reports and the progress reports on CCLME’s demonstration projects which show the state of progress of the project and highlights the work accomplished between the sessions of November 2011 and 2012.
- Sincerely thanks the Senegalese Government for the provision to CCLME of premises for office use since February 2012
- Congratulates Senegal and The Gambia for setting up their National Interministerial Committees and stresses the importance and necessity for the other CCLME countries to set them up as soon as possible.
- Recognizes the important role of the other partners to achieving the objectives of the project and thanks them for their technical and financial support.
- Notes and approves the acceptance by the member states of CCLME of the principle of transforming the chart of mangroves into an additional protocol to the Abidjan Convention.
- Encourages the RCU to elaborate the first draft of the document on the Transboundary Diagnosis Analysis (TDA) of the CCLME project by June 2013.
- Approves the 2013 work plan proposed by the RCU.
- Asks all the countries, who have not yet done so, to promptly nominate their representatives to the socioeconomic and governance working group.
- Thanks the IEO (Canary Island, Spain) for their warm hospitality for this third meeting of the Project Steering Committee in their new Tenerife Center and for facilitating the work of the participants.
- The SC recommends that the next SC meeting is held in late 2013 in Banjul (The Gambia).

Conclusions et recommandations du Comité de Pilotage (CP) du projet «Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries – CCLME »

29 - 30 Novembre 2012, Santa Cruz de Tenerife, Espagne

Le Comité de pilotage du projet CCLME :

1. Félicite l'URC pour la présentation des rapports des Groupes de Travail, du rapport sur la situation des projets de démonstration du CCLME qui démontre l'état d'avancement du projet et met en exergue le travail réalisé entre la session de novembre 2011 et celle de 2012.
2. Remercie vivement le Gouvernement du Sénégal pour la mise à disposition des locaux à usage de bureaux pour l'URC du CCLME depuis Février 2012.
3. Recommande à l'URC de s'assurer de la présence d'un spécialiste de taxonomie-ichtyologie des poissons à bord du N/O Dr. Fridjoff Nansen durant toutes les étapes de la campagne écosystémique pour le suivi de la biodiversité au niveau des poissons. Pour cela, il a été recommandé que les pays puissent désigner et faire embarquer durant la campagne qui se déroule dans leurs eaux les meilleures compétences disponibles en systématique des espèces.
4. Félicite le Sénégal et la Gambie pour la mise en place de leur Comités Interministériels Nationaux et insiste sur l'importance et la nécessité de mettre en place ces Comités Interministériels Nationaux dans les autres pays du projet CCLME le plus rapidement possible.
5. Apprécie la contribution financière et technique apportée par le projet EAF-Nansen pour renforcer les activités du CCLME, y compris dans le cadre du projet de démonstration relatif à la « Gestion durable transfrontalière et écosystémique des stocks pélagiques partagés dans la zone nord ouest de l'Afrique », du renforcement des capacités des pays membres et des campagnes scientifiques.
6. Apprécie la contribution de l'IEO (Espagne) à la réalisation des activités scientifiques du CCLME, notamment la conduite des études sur le benthos et le sédiment dans le cadre des campagnes écosystémiques.
7. Reconnaît l'importance du rôle des autres partenaires pour l'atteinte des objectifs du projet et les remercie pour leur soutien technique et financier.
8. Note un déficit de communication sur le projet de démonstration n°1 du CCLME. Ce qui a suscité des inquiétudes au niveau de certains pays membres notamment sur la portée du projet et sa relation avec le COPACE qui semble insuffisamment impliqué dans le processus. Par conséquent, le Comité recommande que le CCLME appuie le COPACE de manière structurelle et non conjoncturelle, afin de contribuer plus efficacement au bon fonctionnement de l'ensemble des mécanismes prévus par le COPACE pour la gestion régionale des pêches.

9. Recommande de veiller à ce que les conclusions des travaux de certains ateliers concordent avec les présentations qui sont exposées de manière à éviter la présentation de résultats non fiables ou préliminaires qui peuvent susciter de possibles mauvaises interprétations de ces résultats (exemple des indices d'abondance des petits pélagiques calculés durant la dernière campagne écosystémique pour la zone marocaine).
10. Note et approuve l'acceptation par les Etats membres du CCLME du principe de transformer la charte mangrove en protocole additionnel à la Convention d'Abidjan.
11. Demande à l'URC d'appuyer les requêtes des Etats membres pour la mise en œuvre des activités nationales dans le cadre du projet.
12. Encourage l'URC pour élaborer le premier draft du document Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) du projet CCLME d'ici le mois de Juin 2013.
13. Approuve le plan de travail 2013 proposé par l'URC.
14. Demande à tous les pays, qui ne l'ont pas encore fait, de désigner avec diligence, leurs représentants au groupe de travail socio-économie et gouvernance.
15. Remercie l'IEO (Canaries, Espagne) pour son accueil chaleureux de cette troisième réunion du Comité de Pilotage dans les nouveaux locaux du Centre de Tenerife et pour toutes les facilités dont ont pu bénéficier les participants.
16. Remercie et accepte la proposition de la Gambie d'accueillir la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME dont la date exacte sera fixée en concertation avec l'URC et les pays membres ainsi que les partenaires.

1. Organisation

1.1. Ouverture de la réunion

1. M. Birane Sambe, Coordonnateur Régional du projet, s'est réjoui de la tenue de cette réunion, et a souhaité la bienvenue aux participants. Il a remercié les autorités espagnoles, notamment les responsables du Centre IEO Santa Cruz de Tenerife pour l'appui apporté à l'organisation de cette troisième session du Comité de Pilotage du projet et l'accueil chaleureux de tous les participants. Il a particulièrement remercié Madame Maria Teresa Garcia Santamaria pour son implication personnelle et ses efforts inlassables pour réunir les conditions nécessaires à la réussite de la réunion. Enfin il a regretté l'absence de certains membres du Comité de pilotage qui n'ont pu participer à cause des problèmes de visa.

2. Mme Merete Tandstad, au nom de la FAO, a remercié à son tour les responsables du Centre IEO de Santa Cruz de Tenerife pour l'accueil et les facilités pour réunir les conditions d'une bonne réunion du Comité de Pilotage du CCLME. Elle a précisé que le projet CCLME est un important projet de la FAO dans sa stratégie de gestion durable des ressources marines exploitées adoptant l'approche écosystémique surtout dans les pays en développement.

3. M. Abou Bamba a remercié au nom du PNUÉ tous les participants pour l'effort fourni pour participer à cette troisième réunion du Comité de Pilotage du CCLME. Il a rappelé que la mise en œuvre du projet CCLME nécessite la conjugaison des efforts de tous les partenaires et que sans cette collaboration, il serait difficile d'atteindre les objectifs du projet.

4. M. Demetrio de Armas, Directeur Général Adjoint de l'IEO, a rappelé les missions de l'Institut Espagnol d'Océanographie qui consistent à mener des études multidisciplinaires pour tirer le meilleur profit des ressources mais aussi assurer un suivi de ces ressources et de leur environnement marin dans un contexte particulièrement difficile d'exploitation excessive et de changements climatiques. Il a réaffirmé la disponibilité de l'IEO, comme par le passé, à collaborer activement dans les activités du projet. M. le Directeur Général Adjoint a rappelé l'importance du projet CCLME pour les populations côtières de l'Afrique de Nord Ouest en termes alimentaires et socio-économiques.

5. Le Directeur Général Adjoint de l'IEO, après avoir souhaité plein succès dans les travaux, a déclaré ouverte la troisième réunion du Comité de Pilotage du projet Protection du Grand Ecosystème Marin du Courant des Canaries.

1.2. Présentation des participants

6. Les participants ont été invités à se présenter. La réunion a rassemblé des représentants de six pays participants sur sept au projet CCLME (Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Maroc et Sénégal), les représentants de la Mauritanie n'ont pas pu participer pour cause de visa. Des représentants des deux agences FEM du CCLME (FAO et PNUÉ), du Secrétariat de la Convention d'Abidjan ont également pris part à la réunion. Les représentants des organisations partenaires du projet ont assisté aux réunions en tant qu'observateurs. Il s'agit notamment des représentants du projet EAF Nansen, de l'Institut Espagnol d'Océanographie (IEO), de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les Etats Africains Riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT), du Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), du responsable du programme de l'UICN en Mauritanie et de Wetlands International Afrique de Dakar (Sénégal). La liste des participants est jointe en Annexe 1.

1.3. Election du Président et Vice-président

7. Mr. Sory Traoré, Coordinateur National Technique de la Guinée a été unanimement élu nouveau Président du Comité de Pilotage du projet CCLME. Mr. Salah Ben Cherifi, Président sortant du Comité de Pilotage a remercié l'ensemble des participants pour leur collaboration durant son mandat et a souhaité plein succès au nouveau Président. Malgré son absence à cette troisième réunion Mme Azza Mint Cheikh Ould Jiddou, Directrice de l'Aménagement des Ressources et de l'Océanographie et Point Focal de Mauritanie a été unanimement reconduite comme Vice-présidente du Comité de Pilotage. MM. Aboubacar Sidibé et Khallahi Brahim, respectivement responsable de la Composante Ressources marine vivantes et pêches et responsable de la Composante Biodiversité, habitat et qualité de l'eau de l'Unité Régionale de Coordination (URC) du CCLME ont été les rapporteurs.

8. Le Coordinateur Régional du CCLME a tenu à remercier M. Benchérifi d'avoir dirigé avec beaucoup de réussite les réunions du Comité de Pilotage durant les deux années précédentes.

1.4. Informations sur le programme

9. Le Coordonnateur Régional du Projet a informé les participants que la réunion se déroulerait en plénière. La première partie (journée 1) a été consacrée à la présentation des résultats des différents rapports des Groupes de travail du CCLME et activités des organismes partenaires ; la seconde partie (journée 2) a porté principalement sur la présentation et l'approbation du plan de travail 2013 du projet CCLME. La réunion du Comité de Pilotage s'est déroulée en français et en anglais avec un service de traduction simultanée.

1.5. Adoption de l'ordre du jour de la réunion

10. L'ordre du jour proposé a été adopté à l'unanimité par tous les participants à la réunion. Il est joint en Annexe 2.

2. Mise en œuvre du projet et Statut

2.1 Rapports d'Activités du Projet CCLME (novembre 2011-novembre 2012)

11. Le Président a invité le Coordonnateur Régional du Projet à présenter le rapport de l'état de réalisations des activités depuis la deuxième réunion du Comité de Pilotage.

12. Le Coordonnateur Régional a indiqué qu'un document relatant les activités conduites a été préparé et a été distribué à l'avance aux participants. Il a passé en revue le plan de travail de 2012 adopté par le Comité de Pilotage en novembre 2011 pour indiquer l'état de réalisation de chacune des activités planifiées.

13. Ces activités ont notamment concerné l'organisation de réunions des groupes de travail (GT) sur lesquels se fondent le projet pour atteindre ses objectifs. Les réunions des groupes de travail suivant ont été organisées au cours du précédent exercice : la première réunion du groupe de travail Biodiversité, Habitat et qualité de l'Eau, la deuxième réunion du groupe de travail ADT, la deuxième réunion du groupe de travail Changements Climatiques, la troisième réunion du groupe de travail Analyse des données des campagnes scientifiques et la planification des campagnes. Les rapports de ces groupes de travail sont disponibles sur le site web du projet.

14. Le CCLME a développé un fructueux partenariat avec les organismes et institutions actifs dans la région. Il s'agit notamment de : IEO, IRD, PRCM, WIA, IUCN, IMR en plus des institutions de recherche et administrations des pays membres du CCLME.

15. Le groupe de travail « Socio-économie, Commerce et Gouvernance » est en cours de formation. Certains pays tardent à désigner leur représentant à ce groupe. C'est le cas du Cap Vert, de la Guinée Bissau et du Maroc qui n'ont pas encore désigné leurs représentants respectifs et ce malgré les correspondances. Le Maroc a donné l'engagement de désigner rapidement son représentant à ce groupe de travail.

16. Par ailleurs, l'Unité Régionale de Coordination du CCLME occupe depuis février 2012 les locaux à usage de bureaux pour le projet CCLME qui ont été gracieusement mis à sa disposition par les autorités sénégalaises.

17. Le Comité de pilotage a félicité le Coordonnateur Régional pour le travail entrepris et a demandé à l'ensemble des pays de collaborer davantage avec l'URC. Il a exhorté les pays à indiquer à leurs représentants aux différents groupes de travail, de participer activement aux activités desdits groupes et de respecter leurs engagements afin d'éviter des retards dans les activités de ces groupes qui, à leur tour, pourraient retarder la mise en œuvre globale du projet CCLME.

18. Le Comité de Pilotage, par la voix du délégué de la Gambie, a particulièrement félicité l'URC du projet CCLME pour la qualité des rapports présentés, surtout leur traduction en anglais et leur envoi, dans le temps requis, aux membres du comité de pilotage pour informations et réactions.

2.2. Présentation des rapports des Groupes de travail du CCLME

19. Le rapport de la 2^{ème} réunion du Groupe de travail sur le Changement Climatique a été présenté par M. Khallahi Brahim de l'URC du CCLME. Il a été rappelé que l'objectif visé de ce Groupe de travail est de mettre à la disposition du projet CCLME des informations pertinentes sur l'impact du changement climatique dans la zone mais aussi proposer des stratégies d'adaptations et d'atténuation. Cette deuxième réunion a permis de faire l'état d'avancement de la rédaction des notes conceptuelles de projets et du document relatif aux changements climatiques dans la zone CCLME intitulé "les impacts des changements climatiques sur les ressources marines vivantes, et sur la biodiversité, l'habitat et la qualité de l'eau dans la zone du Grand Écosystème Marin du Courant des Canaries: Etat des connaissances et Orientations stratégiques". Cette réunion a permis aussi d'établir un plan de travail pour 2012-2013 en procédant à une redistribution des tâches pour la production de ces documents.

20. Le rapport de la première réunion du Groupe de travail sur la Biodiversité, habitat et qualité de l'eau, tenue à Nouakchott les 11 et 12 avril 2012 a été présenté par M. Khallahi Brahim de l'URC du CCLME. La réunion a permis d'avoir des rapports nationaux sur les données et informations sur la biodiversité, les habitats et la qualité de l'eau en insistant sur les insuffisances politiques et législatives dans les domaines de leur protection mais aussi à faire une compilation des données sur la pollution et la santé de l'écosystème dans les pays CCLME. Les différents rapports (qui feront l'objet d'un rapport de synthèse régional) produits par les représentants des pays ont montré la grande diversité d'habitats permettant la richesse de la diversité biologique. Ces potentialités au niveau des pays du CCLME restent cependant soumises à des risques qui menacent leur pérennité. Ces risques sont surtout liés à l'exploitation, la pollution et les changements climatiques. La réunion a aussi permis de procéder à une mise à jour de l'analyse diagnostique transfrontalière sur les deux thèmes liés à la dégradation des habitats et à la qualité de l'eau.

21. Le rapport de la troisième réunion du Groupe de travail sur la planification et l'analyse des campagnes écosystémiques a été présenté par M. Aboubacar Sidibé de l'URC du CCLME. L'objectif de cette troisième réunion était de planifier la deuxième campagne écosystémique régionale de 2012 en fonction de priorités en termes d'échantillonnage et de collecte de données, de présenter les résultats préliminaires de la campagne écosystémique régionale réalisée en 2011 et de convenir d'une charte pour le partage des données collectées lors de ces campagnes écosystémiques. Il a été précisé lors de cette réunion que l'insuffisance des traits de chalut pélagiques et le schéma d'échantillonnage adopté implique des incertitudes sur les indices de biomasses estimés et que par conséquent les données issues des campagnes écosystémiques ne doivent pas être utilisées à des fins d'évaluation notamment pour les stocks pélagiques côtiers. Par ailleurs, il a été présenté lors de ce Groupe de travail, un projet d'accord incluant des principes de partage de données (brutes, traitées et analysées) entre différentes parties prenantes. Il a été retenu lors de cette réunion que chaque pays membre du Projet CCLME analyse ce projet d'accord de partage de données pour faire des commentaires et suggestions afin d'obtenir un document consensuel qui sera soumis au prochain Comité de Pilotage du projet pour validation et adoption.

22. Les rapports des Groupes de travail COPACE/FAO sur l'état des stocks pélagiques et démersaux dans la zone CCLME ont été présentés par Mme Merete Tandstad de la Division Utilisation et Conservation des pêches et Aquaculture de la FAO. Globalement, les résultats des évaluations entre 2010 et 2012 confirment les conclusions des évaluations antérieures à savoir que la majorité des stocks pélagiques et démersaux dans les pays de la zone CCLME sont soit surexploités ou pleinement exploités. Pour les stocks surexploités, il est recommandé de réduire l'effort de pêche (par rapport à la dernière année de référence) et pour les stocks pleinement exploités, il est recommandé que l'effort de pêche ne dépasse pas son niveau actuel. Par ailleurs, il a été précisé le besoin d'une amélioration des bases de données de campagnes scientifiques et des pêches commerciales nécessaires aux évaluations des stocks, mais également la compréhension entre ces ressources marines et leur environnement. Dans ce cadre, il a été fortement recommandé que l'approche de précaution devrait être appliquée lorsqu'il existe des incertitudes concernant n'importe quelle évaluation sur les stocks.

23. Le rapport de la deuxième réunion du Groupe de travail de l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) a été présenté par le Coordonnateur Régional. Le but de cette deuxième réunion était de faire progresser la préparation du document de l'ADT définitif par l'analyse et la mise à jour des causes et des effets/impacts des problèmes transfrontaliers dans la zone CCLME. Ainsi, la réunion a permis une mise à jour de l'analyse de la chaîne causale des principaux problèmes transfrontaliers identifiés, de veiller à ce que toutes les questions soient couvertes et bien formulées. Cet exercice a été conduit sur la base des informations produites par les différents groupes de travail thématiques, en particulier le Groupe de travail Biodiversité, habitat et qualité de l'eau, les travaux des campagnes scientifiques et la compilation d'autres informations pertinentes. En outre, le Groupe de travail a révisé les grandes lignes structurant le plan du document ADT et a alloué des responsabilités de rédaction. Les contributions sont dans une large mesure sur la base d'engagements volontaires, et un consultant sera recruté pour consolider et assurer la cohérence des différentes parties du document ADT. Le premier draft du rapport ADT devrait être disponible vers juin 2013 et sera transmise aux pays avant la convocation d'une réunion pour son examen.

2.3. Présentation des Rapports sur la mise en œuvre des Projets de Démonstration du CCLME

24. Des rapports de mise en œuvre des cinq projets de Démonstration du CCLME ont fait l'objet de présentations aux membres du Comité de Pilotage. Pour chaque projet de Démonstration, il a été rappelé le contexte régional, l'objectif à atteindre, les résultats attendus ainsi que les activités réalisées et planifiées. Il s'agit de projets suivants :

- **Projet de Démonstration n°1 : Gestion durable transfrontalière des stocks pélagiques partagés en Afrique de l'Ouest septentrionale conformément à l'approche écosystémique** : la mise en œuvre des activités de ce projet de Démo se fait en étroite collaboration avec la CSRP dans le cadre d'un Protocole d'Accord entre cette institution et la FAO. L'une des principales activités réalisées au cours de l'année 2012 est l'étude régionale de référence de base et l'identification des atouts et enjeux ainsi que l'analyse des risques dans le cadre d'une Approche Ecosystémique des Pêches (introduction sur le processus de l'AEP et les étapes à suivre pour l'élaboration et l'application d'un plan de gestion écosystémique) pour la gestion durable des petits pélagiques de l'Afrique du Nord ouest. Ce premier atelier s'est surtout concentré sur l'identification des atouts et enjeux, leur priorisation dans le cadre d'une démarche écosystémique. Un second atelier est planifié à court terme pour discuter entre autres des objectifs opérationnels de plan de gestion de ces ressources partagées.

La présentation de ce projet de Démonstration a suscité des réactions au niveau des participants. Certains participants ont souhaité que le COPACE soit considéré dans le cadre de la mise en œuvre de certaines activités comme celles portant sur l'aménagement de ces stocks pélagiques côtiers. De plus, il a été souligné la nécessité de partager davantage les informations au niveau des différents pays et partenaires impliqués dans les activités dudit projet. Lors des discussions, l'URC du CCLME a rappelé que ce projet a été identifié par les pays concernés (Maroc, Mauritanie, Sénégal et Gambie) comme un problème transfrontalier à traiter dans le cadre du CCLME. Il a été aussi précisé que les mécanismes de mise en œuvre ainsi que les activités de ce projet de Démonstration ainsi que les activités ont été définis dans le document de projet et adoptés par les pays. A l'issue des débats, il a été noté que certaines interrogations seraient dues à des insuffisances de communication entre l'URC du CCLME et les pays, mais également à la circulation des informations entre les personnes impliquées dans le projet et les autorités au sein même des pays. Ainsi, les participants ont recommandé à l'URC du CCLME d'impliquer davantage le COPACE dans la mise en œuvre de ce projet de démonstration. Dans le même sens, il a été demandé aux Points Focaux et Coordinateurs Techniques Nationaux, qui sont systématiquement informés de toutes les activités du projet, de relayer les informations auprès des structures et personnes ou autorités concernées par les activités du projet de Démonstration n°1 du CCLME.

L'URC du CCLME a informé que le second atelier faisant suite à celui d'octobre 2012 et devant être consacré aux objectifs opérationnels de plan de gestion des poissons pélagiques côtiers a été reporté à la demande du Maroc. Le Comité a sollicité la collaboration du Maroc pour convenir d'une date en vue de sa tenue prochaine.

- **Projet de Démonstration n°2 : Réduction de l'impact du chalutage de crevettiers côtiers par la diminution du taux des captures accessoires et les changements des mesures d'aménagement** : la principale activité réalisée est l'élaboration d'un document dont l'objectif est de faire le point sur la situation des méthodologies de collecte des données

sur les rejets et captures accessoires des pêches industrielles démersales en général, et crevettières en particulier dans chaque pays. Il faut aussi noter l'élaboration des Termes de référence de l'Atelier régional qui sera organisé pour l'élaboration d'une méthodologie sous-régionale standard de suivi et de collecte des données de captures accessoires et des rejets des bateaux de la pêche industrielle (notamment les chalutiers crevettiers). Cet atelier aura lieu en fin janvier 2013.

- **Projet de Démonstration n°3 : Cogestion transfrontalière des espèces côtières migratrices qui sont importantes pour les pêches artisanales (mulet, serre, maigre commun)** : les activités de ce projet de démonstration sont mises en œuvre dans le cadre d'une Lettre d'Accord ou LoA (Letter of Agreement) signée entre la FAO et l'UICN-Mauritanie en Juin 2011. Cette LoA et les autres activités mises en œuvre dans le cadre de cofinancement ont fait l'objet d'évaluation lors d'une réunion de coordination entre tous les partenaires techniques et financiers en fin Août 2012. Un plan d'activités, à court terme a été élaboré lors de cette réunion et sera mis en œuvre dès la fin de la première LoA en cours d'exécution.

- **Projet de Démonstration n°4 : Utilisation des Aires marines protégées (AMP) en tant qu'outils permettant de dégager des bénéfices de gestion des ressources multiples** : dans le cadre de ce projet, il est important de noter l'organisation d'un Atelier régional dont l'objectif était de présenter les Directives techniques de la FAO sur les AMPs et Pêches et leur mise en pratique dans un contexte ouest africain. A cet effet, un programme d'activités a été élaboré. Cet atelier a également examiné les termes de référence du Groupe de travail Technique AMP-Pêches dont la mise en place au niveau de la sous-région est prévue dans le cadre de ce projet de démonstration n°4. Un plan de travail a été défini en concertation avec les différents partenaires techniques et financiers du projet.

- **Projet de Démonstration n°5 : Élaboration d'un plan de conservation des mangroves et activités pilotes de restauration des écosystèmes de mangroves** : les activités de ce projet sont mises en œuvre principalement par Wetlands International Africa (WIA) et IUCN dans le cadre d'un Protocole d'Accord de Coopération avec le CCLME. Il vise notamment à assurer la ratification de la charte régionale sur les mangroves par les pays concernés et la mise en œuvre d'activités de réhabilitation de mangrove dans deux sites pilotes identifiés, l'un en Guinée Bissau (Cacheu) et l'autre en Gambie (Bintang Bolong). Des actions sont entreprises dans le cadre de ce projet de Démonstration :
 - Etude de la caractérisation physique et socioéconomique des deux sites pilotes par une description des sites et des activités qui y sont menées telle que la récolte des huîtres ou la production du sel, la coupe du bois, etc.
 - Recueil de bonnes pratiques d'utilisation durables des ressources de la mangrove dans le but d'élaborer un guide visant une bonne utilisation des ressources de mangrove en particulier les techniques visant à économiser le bois de mangrove dans les systèmes de production,
 - Elaboration d'une méthodologie d'évaluation des services écosystémiques et définition d'indicateurs pertinents de suivi des mangroves. Cet outil serait déterminant dans la prise de décision de conversion ou de conservation de même que le plaidoyer pour l'adoption de la charte sur les mangroves par les pays concernés,

- Des essais de quantification du carbone qui peut être séquestré au niveau des mangroves dans la zone CCLME. L'élaboration et la mise en œuvre de cette méthodologie doivent permettre d'évaluer les capacités de séquestration du carbone dans les zones de mangrove. Cette étude sera conduite dans le cadre d'un master avec l'Université de Dakar.

Par ailleurs, des actions de formation sur les activités de réhabilitation (reboisement) de mangroves ont été réalisées au profit des administrations, des ONG et populations locales en vue de leur participation effective aux travaux de reboisement de mangrove. Cela a permis de reboiser 8 et 9 hectares respectivement à Bintang Bolong (Gambie) et à Cacheu (Guinée Bissau). Les pousses ont démontré des taux de réussites très élevés au cours de la première période de suivi.

2.4. Présentation des activités des Institutions partenaires

25. Le Projet PARTAGE (**Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales Transfrontalières**) a fait l'objet d'une présentation par le Chef du Programme de l'UICN en Mauritanie. Ce projet qui a démarré en janvier 2008 est mis en œuvre par l'UICN et connaît la mobilisation de plusieurs partenaires techniques et financiers tels que le CCLME avec le projet de Démonstration portant sur la Cogestion transfrontalière des espèces côtières migratrices qui sont importantes pour les pêches artisanales (mulet, serre, maigre commun). La collaboration entre le projet PARTAGE et le projet de Démonstration n°3 du CCLME devrait permettre l'atteinte de certains objectifs communs, notamment la promotion de la cogestion de quatre espèces transfrontalières concernées, le développement de la coopération technique et scientifique entre les Institutions de recherche des deux pays et la démonstration de la faisabilité et mise en exergue les avantages de la cogestion et de la coopération.

26. Le Représentant de Wetlands International Afrique (WIA) a fait une présentation sur l'état de mise en œuvre des activités du projet de Démonstration n°5 portant sur l'élaboration d'un plan de conservation des mangroves et activités pilotes de restauration des écosystèmes de mangroves. Il a rappelé que l'objectif global des activités conduites par WIA dans le cadre de ce projet de Démonstration n°5 est de faire ratifier la charte mangrove et mettre en œuvre les actions pilotes de réhabilitation des écosystèmes de mangrove à l'échelle de la zone CCLME. Il a rappelé la proposition de faire arrimer la charte mangrove sous forme de protocole additionnel à la Convention d'Abidjan et ce dans le but de lui donner un caractère plus contraignant qu'une simple charte. Cette proposition a été discutée par les membres du Comité de Pilotage. Les Représentants des Etats membres du CCLME présents à la réunion ont donné un avis favorable à une telle décision.

27. L'IEO a présenté son Programme de recherche sur le benthos dans la zone CCLME et quelques résultats préliminaires dans le cadre de sa participation dans les campagnes écosystémiques conduites par le CCLME. La responsable de ce Programme à l'IEO a précisé que les recherches ont surtout porté (notamment à partir de 2008) sur l'étude des écosystèmes benthiques (épi et endofaune). En plus, l'IEO développe un programme de renforcement des capacités institutionnelles des Institutions de recherche de la région CCLME et ce en procédant à la formation de jeunes chercheurs dans le domaine du benthos. Cette équipe de l'IEO prévoit l'élaboration d'un Catalogue sur la biodiversité des invertébrés benthiques de la région CCLME, d'une carte de 'hot-spots' et les Ecosystèmes Marins Vulnérables (EMVs) et des Guides d'invertébrés marins. Pour la

réalisation de ces activités, des demandes de financement ont été soumises à la Fondation MAVAV, l'Agence Espagnole de Coopération et Agence de coopération de la Galice.

28. Dans sa présentation, le Coordinateur du projet EAF-Nansen a rappelé que l'un des objectifs à court terme de son projet est d'aider les scientifiques et les gestionnaires d'obtenir des connaissances supplémentaires sur les écosystèmes et sur les principes de l'Approche Ecosystémique des Pêches pour la planification et la gestion durable des pêcheries africaines. C'est pour atteindre cet objectif que le projet EAF-Nansen apporte son soutien à tous les projets de Grands Ecosystèmes Marins de l'Afrique (ASCLME, BCC, CCLME et GCLME). Le Projet EAF Nansen apporte ainsi un important soutien à la mise en œuvre des activités du projet CCLME, notamment l'appui à la mise en œuvre d'une approche écosystémique des pêches, la réalisation des campagnes scientifiques écosystémiques, la mise en œuvre du projet de démonstration n°1 «sur les espèces de poissons de petits pélagiques» du CCLME et le renforcement des capacités.

29. Le Directeur de l'Unité de Coordination du PRCM a présenté succinctement les nouveaux domaines d'interventions de son programme dans la zone CCLME en termes d'axes stratégiques. Le Programme sera basé sur 4 axes stratégiques: (i) Gouvernance de la zone côtière et marine, (ii) Conservation de la zone côtière et marine et gestion durable des ressources, (iii) Analyse, Prévention et gestion des risques et enjeux en zone côtière et marine, et (iv) Mobilisation et Coordination du Partenariat. Enfin, il a précisé que le plan d'actions de la troisième phase du PRCM s'étendra de la fin 2012 jusqu'à la fin de l'année 2016.

30. Le Représentant de la COMHAFAT de son côté a présenté son Institution. Il a demandé et plaidé pour une coordination et harmonisation des interventions qui se font parfois sur les mêmes problématiques et dans les mêmes zones. Il a indiqué sommairement quelques résultats obtenus par son Institution au cours de l'année 2012 en termes d'appui institutionnel, d'appui financier à certaines organisations professionnelles, ainsi que des études sur les coûts/bénéfices de l'impact des certains projets et pratiques pour la gestion du secteur des pêches et d'aquacultures dans la zone COMHAFAT.

31. Le Représentant de la CSRP pour raison de non obtention de visa à temps et celui du COPACE pour des raisons de calendrier n'ont pas pu participer à cette 3^{ème} réunion du Comité de Pilotage du Projet CCLME.

2.5. Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux (CIN)

32. Le Sénégal et la Gambie ont informé les participants de la mise en place de leur CIN respectifs. Le Sénégal a déjà organisé la première réunion de son CIN dont les résultats préliminaires ont fait l'objet d'une présentation de la part du Coordinateur National Technique du CCLME dans ce pays. La Gambie de son côté a déjà commencé la préparation de la première réunion de son CIN qui aura lieu probablement d'ici fin Janvier 2013.

33. Les représentants des autres pays ont fait des interventions orales pour donner des explications sur le niveau d'avancement et/ou des raisons de blocage de la mise en place des Comités Interministériels Nationaux (CIN) dans leur pays respectifs. Sans donner de dates limites pour la constitution des CINs dans leur pays, les représentants du Maroc, Guinée Bissau, Guinée et du Cap-Vert se sont engagés de mettre tout en œuvre pour établir le plus tôt possible leur CIN. Il a été rappelé par le Comité de Pilotage que la constitution des CIN est un des éléments qui conditionnent l'avancement du projet. Ces comités sont la cheville ouvrière de la concertation entre les différents départements des différents pays et doivent refléter la vision de tous ces départements ministériels.

Les CIN doivent pouvoir statuer sur l'ensemble des rapports nationaux afin d'assurer la concertation pluridisciplinaire la plus large possible.

2.6. Présentation du projet de Plan de travail de l'année 2013 du CCLME

34. Le Président du Comité de Pilotage a invité le Coordonnateur Régional du Projet à présenter le plan annuel de travail 2013. M. Birane a fait un état des activités planifiées en 2013 et a soumis au Comité de Pilotage une proposition de l'équipe PNUE concernant les activités de la Composante 3. Cette proposition vise à optimiser les moyens de la composante après la réduction de budget opérée lors de la négociation du projet de document avec le Secrétariat du FEM. Ainsi, il a été jugé nécessaire de surseoir aux deux activités liées aux bassins fluviaux en vue de concentrer les efforts sur les autres activités jugées prioritaires

35. La réunion a noté l'importance des activités du plan de travail annuel et a demandé à l'URC de renforcer la collaboration avec les partenaires pour la mise en œuvre des activités planifiées.

36. La réunion a adopté le plan de travail 2013 qui est présenté en Annexe 3.

2.7. Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage

37. Le Comité de Pilotage accepte l'invitation faite par la délégation Gambienne d'accueillir la prochaine réunion du Comité de Pilotage qui se tiendra dans un an à Banjul, Gambie.

2.8. Divers

38. L'URC du projet CCLME a informé les participants qu'une évaluation à mi-parcours du projet aura lieu au cours du 1^{er} trimestre 2013. Elle a souligné que l'objectif de l'évaluation à mi-parcours du CCLME est de déterminer les progrès accomplis dans la réalisation des résultats attendus et d'identifier les actions correctives si nécessaire pour l'atteinte de l'objectif global du projet CCLME. Les Termes de Référence de cette évaluation sont en cours d'élaboration par l'URC du projet CCLME et le premier draft pourrait être prêt d'ici mi-décembre 2012. Ces termes de références seront transmis aux pays pour avis.

2.9. Adoption du rapport de la réunion

39. La réunion a adopté les conclusions et recommandations de cette troisième réunion du CP. Il a été aussi décidé que le rapport complet de la réunion soit communiqué aux différents membres pour d'éventuelles observations

2.10. Clôture de la réunion

40. Les membres du Comité de Pilotage ont tenu à remercier les autorités espagnoles, en particulier la Direction et le personnel de l'IEO, de l'accueil chaleureux et des efforts louables pour l'organisation de cette 3^e session.

41. Le Président a félicité la FAO, le PNUE et l'URC CCLME pour le succès de l'organisation de cette troisième réunion du Comité de Pilotage. La réunion a été clôturée à 17:00, ce jour 30 Novembre 2012.

Abbreviations

AFD	French Development Agency (Agence Française de Développement)
ATLAFCO	African States Bordering the Atlantic Ocean
CCLME	Canary Current Large Marine Ecosystem
CECAF	Fishery Committee for the Eastern Central Atlantic
EAF	Ecosystem Approach to Fisheries
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GCLME	Guinea Current Large Marine Ecosystem
GEF	Global Environment Fund (Fonds pour l'Environnement Mondial)
GOOS-Africa	Africa Global Ocean Observing System (IOC-UNESCO)
IEO	Spanish Institute of Oceanography (Instituto Español de Oceanografía)
IMR	Institute of Marine Research (Norway)
IMROP	Mauritanian Institute for Oceanographic and Fisheries Research (Institut Mauritanien des Recherches Océanographiques et des Pêches)
INRH	National Institute of Fisheries Research (Morocco) (Institut National de Recherche des Ressources Halieutique (Maroc)
IOC-UNESCO	Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) of the United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
IRD	Institute of Research for Development (Institut de Recherche pour le Développement)
IUCN	International Union for the Conservation of Nature
LME	Large Marine Ecosystem (Grand Écosystème Marin)
MAVA	MAVA Foundation for Nature
M&E	Monitoring and Evaluation
NCU	National Coordination Unit (of the CCLME project)
NIC	National Inter-ministry Committee (of the CCLME project)
NPFP	National Project Focal Point (of the CCLME Project)
NGO	Non Governmental Organization (ONG)
NOAA	National Oceanic and Atmospheric Administration (USA)
NTC	National Technical Coordinator (of the CCLME project)
PARTAGE	The Project « Support to the Management of Artisanal Fisheries » (Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales)
PRAO	West African Regional Fisheries Project (Projet Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest)
PRCM	West African Regional Marine and Coastal Conservation Program (Programme Régional de Conservation de la Zone Côtière et Marine en Afrique de l'Ouest)
RCU	Regional Coordination Unit (of the CCLME project)
SAP	Strategic Action Plan
SC	Steering Committee (of the CCLME project)
SIDA	Swedish International Development Cooperation Agency
SRFC	Sub-Regional Fisheries Commission (Commission Sous-Régionale des pêches –CSR)
TDA	Transboundary Diagnostic Analysis
UCAD	University Cheikh Anta Diop of Dakar (Université Cheikh Anta Diop de Dakar)

UNEP	United Nations Environment Programme
------	--------------------------------------

Conclusions and recommendations of the Steering Committee (SC) of the project « Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem – CCLME »

29-30 November 2012 , Santa Cruz de Tenerife, Spain

The Steering Committee of the CCLME Project:

1. Congratulates the RCU for the presentation of the Working Group Reports and the progress reports on CCLME's demonstration projects which show the state of progress of the project and highlights the work accomplished between the sessions of November 2011 and 2012.
2. Sincerely thanks the Senegalese Government for the provision to CCLME of premises for office use since February 2012.
3. Recommends the RCU to ensure the presence of a specialist for fish taxonomy onboard the R/V Dr Fridjtoff Nansen during all stages of the ecosystem survey for the monitoring of fishes biodiversity. To that end, it was recommended that countries nominate and place on board during the surveys in their waters the best competencies available in systematic of species.
4. Congratulates Senegal and The Gambia for setting up their National Inter-ministry Committees and stresses the importance and necessity for the other CCLME countries to set them up as soon as possible.
5. Appreciates the financial and technical contribution made by the EAF Nansen project to strengthen the activities of CCLME, especially in the framework of the demonstration project related to « the sustainable transboundary and ecosystem based management of shared pelagic stocks in the North West Africa », the capacity building of the member countries and ecosystem surveys.
6. Appreciates the contribution of IEO (Spain) in the achievement of CCLME scientific activities, especially in the conduct of studies on the benthos and sediments in the framework of the ecosystem surveys.
7. Recognizes the important role of the other partners in achieving the objectives of the project and thanks them for their technical and financial support.
8. Notes a lack of communication on the Demonstration Project n°1 of CCLME that has raised concerns in some countries especially on the scope of the project and its relationship with CECAF which doesn't seem to be sufficiently involved in the process. Therefore, the committee recommends that CCLME supports CECAF in a structural and not conjunctive way, to contribute more effectively to the smooth running of all mechanisms foreseen by CECAF for the regional management of fisheries.
9. Recommends ensuring that the conclusions of the works of certain workshops are consistent with the presentations to avoid the presentation of unreliable preliminary results which could lead to possible misinterpretations of the results (for example

indices of abundance of small pelagics calculated during the last ecosystem survey for the Moroccan area).

10. Notes and approves the acceptance by the member states of CCLME of the principle of transforming the mangrove charter into an additional protocol to the Abidjan Convention.
11. Ask the RCU to support the request of CCLME member states for the implementation of national activities in the framework of the project.
12. Encourages the RCU to develop the first draft of the document on the Transboundary Diagnostic Analysis (TDA) of the CCLME project by June 2013.
13. Approves the 2013 work plan proposed by the RCU.
14. Asks all the countries, who have not yet done so, to promptly nominate, their representatives to the socioeconomic and governance working group.
15. Thanks the IEO (Canary Island, Spain) for their warm hospitality for this third meeting of the Project Steering Committee in their new center and for facilitating the work of the participants.
16. Thanks and accepts the proposition of the Gambia to host the next Project Steering Committee Meeting of CCLME for which the exact date will be agreed with the RCU and shared with member countries as well as partners.

1. Organization

1.1. Opening of the meeting

42. M Birane Sambe, Regional Coordinator of the project, after noting his satisfaction that the meeting was being held, welcomed the participants. He thanked the Spanish authorities, including officials of the Center IEO Santa Cruz of Tenerife for the support given to the organization of the third session of the Steering Committee of the project and the warm welcome shown to all the participants. He especially thanked Mrs. Maria Teresa García Santamaria for her personal involvement and tireless efforts to bring together the necessary conditions for the success of the meeting. Finally he regretted the absence of some members of the Steering Committee who were unable to participate due to visa problems

43. Mrs. Merete Tandstad, on behalf of FAO, also thanked the officials of the Center IEO Santa Cruz of Tenerife for the welcome and the facilities to meet the requirements of a good CCLME Steering Committee meeting. She said that the CCLME project is an important project of FAO in its strategy of sustainable management of marine resources adopting the ecosystem approach, especially in developing countries.

44. M. Abou Bamba thanked, on behalf of UNEP, all the participants for their efforts made to attend this third CCLME project Steering Committee meeting. He recalled that the implementation of the project requires the combination of efforts of all partners and that without that collaboration it would be difficult to meet the objectives of the project.

45. M. Demetrio de Armas, Deputy General Director of IEO, recalled the missions of the Spanish Institute of Oceanography (IEO) which consist of carrying out multidisciplinary studies in order to take the best advantage of the resources but also to ensure the monitoring of the resources and the marine environment in the particularly difficult context of excessive exploitation and climate change. He reiterated the availability of IEO, as in the past, to actively collaborate in the project's activities. He recalled the importance of the CCLME project for coastal populations in Western North Africa in food and socioeconomic terms.

46. The Deputy General Director of IEO, after having wished the meeting success in its work, declared the third meeting of the project steering committee of the project on the Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem open.

1.2. Presentation of participants

47. Participants were invited to introduce themselves. The meeting brought together representatives of six out of seven participating countries in the CCLME project (Cape Verde, The Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Morocco and Senegal). The representatives of Mauritania were not able to participate because of visa issues. The representatives of the GEF and CCLME (FAO and UNEP) and, of the Secretariat of the Abidjan Convention also attended the meeting. Representatives of partner organizations participated in the meeting as observers. They included representatives of EAF Nansen, of the Spanish Institute of Oceanography (IEO), of the Ministerial Conference of African States Bordering the Atlantic Ocean (ATLAFCO), West African Regional Marine and Coastal Conservation Program (PRCM), the head of the IUCN program in Mauritania and of Wetlands International Africa of Dakar (Senegal). The list of participants is attached in Annex 1.

1.3. Election of chair and Vice –chair

48. M. Sory Traore, National Technical Coordinator of Guinea, was unanimously elected the new chair of CCLME project Steering Committee. M Salah Ben Cherifi outgoing president of the Steering Committee thanked all the participants for their collaboration during his term and wished success to the new President. Despite her absence at this third meeting, Mrs. Azza Mint Cheikh Ould Jiddou, Director of the Management of Resources and Oceanography and Focal Point of Mauritania was unanimously reelected vice-chair of the Steering Committee. MM. Aboubacar Sidibé and Khallahi Brahim respectively responsible for the marine living resources component and fisheries and biodiversity habitat and water quality of the Regional Coordinating Unit (RCU) of CCLME were appointed as rapporteurs.

49. The Regional Coordinator of the CCLME thanked Mr. Bencherifi for directing, with great success, the meetings of the Steering Committee during the previous two years.

1.4. Information on the program

50. The Regional Project Coordinator informed the participants that the meeting would be held in plenary. The first part (day 1) was devoted to the presentation of the results of the various reports of the CCLME Working Groups and activities of partner organizations, and the second part (day 2) focused on the presentation and approval of the CCLME 2013 project work plan. The Steering Committee meeting was held in French and English with simultaneous translation.

1.5. Adoption of the agenda of the meeting

51. The proposed agenda was unanimously adopted by all the participants in the meeting. It is attached in annex 2

2. Implementation of the project and status

2.1 CCLME Activity reports (November 2011 - November 2012)

52. The Chairman invited the Regional Coordinator of the project to present the report on the status of achievement of the activities since the second meeting of the Steering Committee.

53. The Regional Coordinator indicated that a document relating the activities undertaken has been prepared and distributed in advance to the participants. He reviewed the work plan for 2012 adopted by the Steering Committee in November 2011 to point out the status of realization of each of the planned activities.

54. These activities have particularly concerned the organization of meetings of the working groups (WG) on which are the foundation of the project's ability to achieve its objectives. The meetings of the following working groups were organized during the preceding period: the first meeting of the Biodiversity, Habitat and Water Quality Working Group, the second meeting of the TDA Working Group, the second meeting of the Climate Change Working Group, the third meeting of the Ecosystem Survey Planning and Analysis Working Group. The reports of these working groups are available on the project's web site

55. The CCLME has developed a fruitful partnership with organizations and institutions active in the region. These include: IEO, PRCM, IUCN, IMR, and the research institutions and administrations from country members of CCLME.

56. The “Socio-economics, Trade and Governance” Working Group is being formed. Some countries have been slow to designate a representative to this working group. This is the case of Cape Verde, Guinea Bissau and Morocco which have not yet nominated their respective representatives despite the correspondences. Morocco committed to quickly designating its representative to the working group.

57. The Regional Coordinating Unit of CCLME has been using premises as office space which have been graciously made available by the Senegalese authorities to the CCLME project since February 2012

58. The Steering Committee congratulated the Regional Coordinator for the work undertaken and asked all the countries, to collaborate more with the RCU. He urged countries to instruct their representatives to the different working groups, to actively participate in the activities of these groups and to respect their commitments in order to avoid delays in the activities of these groups, which could, their turn, delay the global implementation of the CCLME project.

59. The Steering Committee, particularly through the voice of the Gambian delegate commended the RCU of the CCLME, for the quality of the reports presented, particularly for their English translations and for timely sending to the members of the Steering Committee for information and reactions.

2.2. Presentations of the Working Group reports of CCLME

60. The report of the second Climate Change Working Group meeting was presented by M. Khallahi Brahim from the RCU of CCLME. He recalled that the objective of this working group is to provide the CCLME project with relevant information on the impacts of climate change in the area and also to propose adaptation and mitigation strategies. This second meeting enabled the making of a progress report on the project concept notes and a document related to climate changes in the CCLME area entitled “Impacts of climate changes on marine living resources, and biodiversity, habitat and water quality in the Canary Current Large Marine Ecosystem area: State of knowledge and strategic orientations”. This meeting also established a work plan for 2012-2013 redistributing tasks for the production of these documents.

61. The report of the first meeting of the Biodiversity, Habitat and Water Quality Working Group, held in Nouakchott on 11 and 12 April 2012 was presented by M. Khallahi Brahim of the RCU of CCLME. The meeting brought together the national reports on data and information on biodiversity, habitats and water quality focusing on the political and legislative gaps in the area of their protection and also on compiling data on pollution and ecosystem health in the CCLME countries. The different reports (which will be the subject of a regional synthetic report) produced by the representatives of countries showed a great diversity of habitats with a wealth of biological diversity. This potential resource at the level of the countries of CCLME remains subject to risks that threaten their sustainability. These risks are mainly associated with exploitation, pollution and climate change. The meeting also allowed updating the Transboundary Diagnostic Analysis on the two themes related to the degradation of the habitats and water quality.

62. The report of the third meeting of the Ecosystem Survey Planning and Analysis Working Group was presented by Mr. Aboubacar Sidibé, from the RCU of CCLME. The objectives of this third meeting were to plan the second ecosystem survey for 2012 taking into account the priorities in terms of sampling and data collection, to present the preliminary results of the regional ecosystem survey conducted in 2011 and to agree on a charter for the sharing of data collected during these ecosystem surveys. It was clarified during this meeting that the features of the pelagic trawl used and

the sampling scheme adopted, resulted in uncertainties on the estimated biomass indices and that therefore the ecosystem surveys data should not be used for assessment purposes notably for the coastal pelagic stocks. A draft agreement was presented during the Working Group, of the principles of data sharing (raw, processed and analyzed) between different stakeholders. It was decided at this meeting that each member country of the CCLME project would analyze this draft agreement on data sharing to make comments and suggestions in order to reach a consensus document to be submitted to the next Steering Committee of the project for validation and adoption.

63. The CECAF/FAO working group reports on the state of pelagic and demersal stocks in the CCLME area were presented by Mrs. Merete Tandstad of the Marine and Aquaculture Resources Use and Conservation Division of FAO. Overall, the results of the evaluations undertaken between 2010 and 2012 confirm the findings of the previous assessments that the majority of pelagic and demersal stocks in the CCLME area are either overfished or fully exploited. For over exploited stocks, it is recommended to reduce the fishing effort (compared to the last year of reference) and for stocks fully exploited, it is recommended that the fishing effort not exceed its present actual level. Furthermore, the need to improve the data bases of the scientific surveys and commercial fisheries necessary to stock assessments, but also to the understanding of these marine resources and their environment was emphasized. In this context, it was strongly recommended that the precautionary approach should be applied when there are uncertainties regarding any stock assessments.

64. The report of the second meeting of the Transboundary Diagnosis Analysis (TDA) Working Group was presented by the Regional Coordinator of the RCU of CCLME. The objective of this second meeting was to advance the preparation of the final TDA document by the analysis and the update of the causes and effects/impacts of transboundary problems in the CCLME area. Thus, the meeting allowed updating the causal chain of analysis of the major identified transboundary problems, to ensure that all issues are covered and well formulated. This exercise was conducted on the basis of the information produced by the different thematic working groups, particularly the Biodiversity, Habitat and Water Quality Working Group, the work of the scientific surveys and the compilation of other relevant information. In addition, the Working Group reviewed the outline structuring the TDA document and allocated responsibilities for the drafting. Contributions are to a large extent made on the basis of voluntary commitments, and a consultant will be recruited to consolidate and ensure the coherence of the different parts of the TDA document. The first draft of the TDA report will be available by June 2013 and will be forwarded to countries prior to the convening of a meeting for its consideration.

2.3. Presentation of reports on the implementation of CCLME demonstration projects.

- Reports of the implementation of the five projects of demonstration were the subject of presentations to the members of the Steering Committee. For each demonstration project the regional context, the objective, the expected results and the activities realized and planned were recalled. . These projects are:
- **Demonstration project n°1: Sustainable transboundary management of shared small pelagic stocks in North West Africa consistent with an ecosystem approach:** The implementation of the activities of this Demo project is done in collaboration with the SRFC in the framework of a Protocol of Agreement between this institution and FAO. One of the main activities carried out during the year 2012, was the regional baseline study and the identification of strengths and challenges as well as a risk analysis in the framework of the ecosystem approach to fisheries (introduction to the EAF process and

the steps to be followed to elaborate and implement an ecosystem management plan) for the sustainable management of small pelagic fishes in North West Africa. This first workshop meeting essentially focused on the identification of strengths and challenges and their prioritization in the framework of an ecosystem approach. A second meeting is planned in the near term to discuss among other things, the operational objectives of a management plan for these shared resources.

The presentation of this demonstration project sparked reactions among the participants. Some participants wished that CECAF was considered in the context of the implementation of certain activities such as those related to the management of coastal pelagic fish stocks. In addition, the need to share more information in the various countries and partners involved in the activities of the project was stressed. During the discussions, the RCU of CCLME recalled that the project was identified by the concerned countries (Morocco, Mauritania, Senegal and The Gambia) as a transboundary issue to be addressed in the context of the CCLME. It was noted that the mechanisms of the implementation of the demonstration project as well as the activities of this project were defined in the project document and adopted by the countries. After discussion, it was noted that some questions were due not only to insufficient communication between the RCU of CCLME and countries, but also to the flow of information between those involved in the project and the authorities of their countries. Thus participants recommended that the RCU of CCLME involve CECAF more in the implementation of this demonstration project. In the same context, focal points and national and technical coordinators systematically informed of all the activities of the project were asked to relay information to persons and authorities in their country's structures concerned by the activities of Demonstration Project n°1 of CCLME.

The RCU of CCLME informed the Steering Committee that the second meeting planned to follow the meeting of October 2012 to be devoted to the operational plan of management of coastal pelagic fishes, was postponed following the request of Morocco. The Committee has sought the collaboration of Morocco to arrange a date for the upcoming meeting.

- **Demonstration Project n°2: Reduction of the impact of coastal shrimp trawling through by-catch reduction and management changes:** the main activity realized is the elaboration of a document which objective is to focus on the situation of methodologies for data collection on discards and bycatch of industrial demersal fisheries in general and in particular shrimp in each country. The development of terms of reference for the regional workshop that will be organized for the elaboration of a sub regional standard methodology for monitoring and collection of data on bycatch (both retained and released) of industrial fishing boats (especially shrimp trawlers) should also be noted. This meeting will take place at the end of January 2013.
- **Demonstration Project n°3: Transboundary co-management of migratory coastal species of importance to artisanal fisheries (mullets, bluefish and meagre):** activities of this demonstration project are implemented in the framework of a Letter of Agreement (LOA) signed between FAO and IUCN-Mauritania in June 2011. This LOA and other activities implemented within a co-financing framework were evaluated during a coordination meeting between all the technical and financial partners at the end of August 2012. A short term work plan was developed during the meeting and will be implemented as soon as the first LOA ends.

- **Demonstration Project n°4: Use of Marine Protected Areas (MPAs) as tools for multiple-resource management benefits:** in the framework of this project, it is important to note the organization of a regional workshop whose objective was to present FAO Technical Guidelines on MPAs and Fisheries and their implementation in a West African context. To this end a program of activities has been developed. This workshop also reviewed the Terms of Reference of the Technical MPA Fisheries Working Group whose establishment at the sub regional level is planned in the framework of demonstration project n°4. A work plan was developed in consultation with the different technical and financial partners of the project.
- **Demonstration Project n°5: Development of a regional mangrove conservation plan with pilot mangrove restoration actions:** The activities of this project are mainly implemented by Wetlands International Africa (WIA) and IUCN in the framework of a Protocol of Agreement of Cooperation with CCLME. It aims to ensure the ratification of the regional charter on mangroves by the concerned countries and the implementation of mangrove rehabilitation activities in two identified pilot sites, one of them in Guinea Bissau (Cacheu) and the other one in The Gambia (Bintang Bolong). Actions are taken in the framework of this project of demonstration:
 - Physical and socioeconomic study of the two pilot sites with a description of the sites and activities implemented, such as harvesting oysters or salt production, wood cutting...
 - Compilation of good practices of sustainable use of mangrove resources with the objective of developing a guide for the good use of mangroves in particular, techniques whose objectives are to conserve mangrove wood in the production systems,
 - Development of a methodology of assessment of ecosystem services and definition of relevant mangrove monitoring indicators. This tool would be decisive in the decision of conversion or conservation as well as advocacy for the adoption of the Mangroves Charter by the concerned countries,
 - Testing of the quantification of carbon that can be sequestered at the level of the mangroves in the CCLME area. The elaboration and implementation of this methodology should allow assessing the capacity of sequestration of carbon in mangrove areas. This study will be carried out in the framework of a master degree with the University of Dakar.

Furthermore, trainings on the activities of rehabilitation (reforestation) of mangroves were carried out to the benefit of administrations, NGOs and local populations for their effective participation in the work of reforestation of mangroves. This allowed to reforest 8 and 9 ha respectively in Bintang Bolong (The Gambia) and in Cacheu (Guinea Bissau). The shoots have demonstrated a high level of success rates during the first follow up period.

2.4. Presentation of the activities of partner institutions

65. The project PARTAGE (**Projet d'Appui à la Gestion des Pêches Artisanales Transfrontalières**) was the subject of a presentation by the Chief of IUCN Program in Mauritania. This project which

The project "Protection of the Canary Current Large Marine Ecosystem"
Le projet "Protection du grand écosystème marin du courant des Canaries"

started in January 2008 is being implemented by IUCN and mobilizes several technical and financial partners such as CCLME with the demonstration project on transboundary management of coastal migratory species that are important to artisanal fisheries (mulletts, bluefish and meagre). The collaboration between the project PARTAGE and Demonstration Project n°3 of CCLME should allow reaching some common objectives, particularly the promotion of co management of four transboundary species concerned, the development of the technical and scientific cooperation between the institutions of research of the two countries and the demonstration and highlighting of the feasibility and advantages of co-management and cooperation.

66. The representative of Wetlands International Africa (WIA) presented the status of implementation of the activities of Demonstration Project n°5 on the development of a regional mangrove conservation plan and pilot ecosystem mangrove restoration. He recalled that the global objective of the activities conducted by WIA in the framework of Demonstration Project n°5 is to ratify the Mangrove Charter and implement pilot activities of the rehabilitation of mangroves ecosystems at the scale of the CCLME area. He recalled the proposition to tie down the Mangrove Charter under the form of an additional protocol to the Abidjan Convention in order to give it a more binding character than a simple charter. This proposition was discussed by the members of the Steering Committee. The Representatives of the Member States of CCLME present at the meeting gave a favorable opinion on such decision.

67. IEO presented its program of research on benthos in the CCLME area and some preliminary results in the framework of its participation in the ecosystem surveys carried out by CCLME. The manager of this program for IEO said that research has focused (particularly since 2008) on the study of benthic ecosystem (epi and infauna). In addition, IEO developed a programme of institutional capacity building of institutions of research in the CCLME area through the training of young researchers in the benthic field. This team of IEO is planning the development of a Catalogue on Biodiversity of benthic Invertebrates in the CCLME area, "hot spot" and Vulnerable Marine Ecosystems (EMVs) maps and guides on marine invertebrates. For the realization of these activities, applications for funding were submitted to the MAVA Foundation, the Spanish Agency for cooperation and the Agency of Cooperation of Galicia.

68. In his presentation, the project coordinator of EAF Nansen recalled that one of the objectives of that project in the short term was to help scientists and managers to obtain additional knowledge on ecosystems and of the principles of the Ecosystem Approach to Fisheries for the planning and sustainable management of African fisheries. It is to reach this goal that the EAF Nansen project supports all the projects of the Large Marine Ecosystems of Africa (ASCLME, BCC, CCLME and GCLME). The EAF Nansen project provides significant support to the implementation of the activities of the CCLME project, in particular for the implementation of an ecosystem approach to fisheries, the conduct of ecosystem surveys, the implementation of the Demonstration Project n°1 « on the species of small pelagic fishes » of CCLME and capacity building.

69. The director of the Coordination Unit of PRCM briefly presented the new fields of intervention of its program in the CCLME area in terms of strategic areas. The program will be based on 4 strategic areas: (i) Governance in the marine and coastal area, (ii) Conservation of the coastal and marine area and the sustainable management of resources, (iii) Analyse, prevention and risk management and issues in the coastal and marine area, and (iv) Mobilization and coordination of the partnership. Finally he said that the action plan of the third phase of the PRCM will extend from end of 2012 until the end of the year 2016.

70. The representative of ATLAFCO, described that institution. He called strongly for coordination and harmonization of interventions which are on the same issues and areas. He briefly indicated some results obtained by his institution during the year 2012 in terms of institutional support, financial support to some professional organizations as well as costs/benefits studies of the impacts of some projects and practices for the management of the fisheries and aquaculture sector in the ATLAFCO area.

71. The representative of SFRC, due to not obtaining his visa on time, and of CECAF due to a scheduling conflict couldn't participate to this third meeting of the Project Steering Committee of CCLME.

2.5. Country reports on National Inter-ministry Committees (NIC)

72. Senegal and the Gambia informed participants of the establishment of their respective NICs. Senegal has already organized the first meeting of its NIC whose preliminary results were the subject of a presentation from its National Technical Coordinator of CCLME. The Gambia for its part, has started the preparation of the first meeting of its NIC that will probably take place by the end of January 2013.

73. The representatives of other countries made oral interventions to explain the level of progress and/or the reasons blocking the establishment of the National Inter-ministry Committees (NICs) in their respective countries. Without giving deadlines for the constitution of NICs in their countries, representatives of Morocco, Guinea Bissau, Guinea and Cape Verde committed themselves to do everything to establish as soon as possible their NICs. It was recalled by the Steering Committee that the constitution of the NIC was one of the elements that influence the progress of the project. These committees are the kingpin of the consultation between the different departments of the different countries and must reflect the vision of all the ministerial departments. NICs should be able to rule on all the national reports to ensure the widest multi-disciplinary consultation possible.

2.6. Presentation of the project of work plan of CCLME for the year 2013

74. The President of the Steering Committee invited the Regional Coordinator of the project to present the annual 2013 work plan. Mr. Birane Sambe presented the planned activities in 2013 and submitted to the Steering Committee a proposal from the team of UNEP regarding the activities of the Component 3. This proposal aims to optimize the means of the component after the budget cuts made during the negotiation of the project document with the GEF Secretariat. Thus, it was deemed necessary to suspend activities related to the two river basins in order to focus on other priority activities.

75. The meeting noted the importance of the activities of the annual work plan and asked the RCU to reinforce the collaboration with the partners for the implementation of the planned activities.

76. The meeting adopted the 2013 work plan presented in Annex 3.

2.7. Date and place of the next steering Committee meeting

77. The Steering Committee accepted the invitation of the Gambian delegation to host the next Steering Committee meeting that will take place in one year in Banjul, The Gambia.

2.8. Other Business

78. The RCU of the CCLME project informed the participants that the mid-term project evaluation would take place during the first quarter of 2013. It stressed that the objective of the mid-term evaluation of CCLME was to determine the progress made in the realisation of the expected results and to identify the corrective actions to be taken, if necessary, to reach the global objective of the CCLME project. The terms of reference of this evaluation are being developed by the RCU of the CCLME project and the first draft should be ready by mid-December 2012 for advice.

2.9. Adoption of the report of the meeting

79. The meeting adopted the conclusions and recommendations of this Third Steering Committee meeting. It was also decided that the full report of the meeting would be communicated to the different members for any comments.

2.10. Closing of the meeting

80. The members of the Steering Committee thanked the Spanish authorities, particularly the management and staff of IEO, for their warm welcome and commendable efforts to organize this third session.

81. The President congratulated FAO, UNEP and RCU of CCLME for the success in the organization of this third meeting of the Steering Committee. The meeting closed at 17 :00, on 30 November 2012.

Annexe 1 : List of Participants – Liste des Participants

COUNTRY REPRESENTATIVES – REPRESENTANT PAYS

CAPE VERDE - CAP VERT

Mme Sonia ARAUJO
CTN du Projet CCLME
Technicien
Direction Générale de l'Environnement
Ministère de l'Environnement et de
l'Aménagement du Territoire
CP No 332- A, Praia
Tel : +238 261 8984
Fax : +238 261 7511
E-mail : soniaraujocv@gmail.com

Mme Hiliana Dolly MONIZ SILVA
Technicienne
Direction Générale des pêches
Predio Pombal – Fazenda
CP -206
Praia – Cabo Verde
[Tel:+238 2613758](tel:+2382613758)/ +238 2615506
Email : hiliana.silva@dgpescas.gov.cv

THE GAMBIA - GAMBIE

M. Momodou SUWAREH
CCLME Environment Desk Officer
Senior Programme Officer
Head of the NEA Coastal and Marine
Environment Programme
Environment house
Jimpex road
Kanfing, Serekunda
PMB 48, Banjul, Gambia
Tel: +220 9 96.2978/ 422-33-73
Email: momodoujama@yahoo.co.uk
(CCLME Environment Desk Officer)

Mr. Ebou Mass MBYE
Senior Fisheries Officer
Fisheries Department 6 Marina Parade Banjul
Tel: +220 9944789/ +220 7944789
Fax : +220 420 10 22
Email: emmbye@yahoo.co.uk

GUINEA - GUINEE

M. Aboubacar YOULA
PFNP du Projet CCLME
Chef de la Section Gestion des Zones Côtières
au Centre de Protection Environnementale du
Milieu Marin et de Zones Côtières (MEEFDD)
BP 3118 Conakry
Tél : (00224)60278894, 62692125
Email : abbyoul2008@yahoo.fr
cc: richardtheophile@yahoo.fr

M. Sory TRAORE
CTN du Projet CCLME
Chercheur au Centre National des Sciences
Halieutiques de Bousoura (CNSHB), BP : 3738 –
Conakry
Tel : +224 62 29 03 72
Email : straore@cnsnb.org
so_traore@yahoo.fr

GUINEA-BISSAU - GUINÉE-BISSAU

M. Seco CASSAMA
CTN du Projet CCLME
Secrétariat d'Etat de l'Environnement et du
Tourisme
Avenida dos Combatentes da liberta de da
patria
Palacio de Governo
Tel : + 245 723 22 00/ + 245 590 82 87
Email: secocassama@yahoo.com.br

MOROCCO - MAROC

M. Abdelouahed BENABBOU
PFNP du Projet CCLME
Directeur de la Coopération et des Affaires
Juridiques
Département des Pêches Maritimes
476 – Agdal – Rabat / MAROC
Tél: +212 5 37 68 81 98

Fax: +212 5 37 68 81 94

E-mail: benabbou@mpm.gov.ma

M. Salah Ben CHERIFI
CTN du Projet CCLME
Chef du Département des Ressources
Halieutiques
Institut National de Recherche Halieutique
(INRH)

Tel.: +212 5 22 22 02 45

Fax: +212 5 22 26 88 57

Mobile: +212 61 22 28 44

Email: bencherifi@inrh.org.ma,
bencherifi1979@gmail.com

Taoufik EL KTIRI
Direction des pêches maritimes et de
l'aquaculture- division de la protection des
ressources halieutiques
Rabat, 10 000 -Maroc
Tél: +212 537 688121
cell phone: (+212) (0) 661 401580

Email: elktiri@mpm.gov.ma

SENEGAL - SÉNÉGAL

M. El Hadji Boubacar DIA
Chef de la DREEC de Saint Louis
Tél. Bureau: (221) 33 961 19 63
Cél. : (221) 77 645 16 90
E-mail: serignedia10@yahoo.fr

M. Babacar MBAYE
CTN du Projet CCLME
Planificateur
Direction des Pêches Maritimes
1, Rue Joris - BP : 289 Dakar
Tél 33 823 01 37
Fax 33 821 47 58
Mobile : +221 76 667 49 57
Email : mbayebabacar57@yahoo.fr

REPRESENTATIVES FROM CCLME GEF AGENCIES AND RCU- REPRESENTATS DU CCLME, DES AGENCES FEM ET DE L'URC

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO) – ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Mme Merete TANDSTAD
Fishery Resources Officer
Marine and Inland Fisheries Service (FIRF) of
the Fisheries and Aquaculture Resources Use
and Conservation Division
Fisheries and Aquaculture Department
The Food and Agriculture Organization of the
United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Tel: + 39 0657052019
Fax: +39 0657053020
Email: merete.tandstad@fao.org

M. Kyriakos KOURKOULIOTIS

Project Operations Officer
Marine and Inland Fisheries Service (FIRF) of
the Fisheries and Aquaculture Resources Use
and Conservation Division
Fisheries and Aquaculture Department
The Food and Agriculture Organization of the
United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Tel : + 39 06 57053715
Mobile: + 39 06 3462454905
Email: kyriakos.kourkouliotis@fao.org

M. Kwame KORANTENG
EAF-Coordinator
EAF-Nansen Project
Marine and Inland Fisheries Service (FIRF) of
the Fisheries and Aquaculture Resources Use
and Conservation Division

Fisheries and Aquaculture Department
The Food and Agriculture Organization of the
United Nations (FAO)
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome
Tel: + 39 0657056007
Fax:
Email: kwame.koranteng@fao.org

M. Bradford E. Brown (NOAA-retired – advisor
NOAA LME Program)
Consultant CCLME
11266 SW 166 Ter
Miami Fl. 33157-2722
USA
Tel: +1 305 336 5104; +1 305 253 4991 fax
Email : jabaribrad@aol.com

**UNITED NATIONS ENVIRONMENT
PROGRAMME (UNEP) -PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT
(PNUE)**

M. Abou BAMBA
Coordinator
UNEP/Abidjan Convention
Division of Environmental Policy
Implementation
Official Mail:
Rue Harris Memel Foteh
2 Plateaux-Vallons
08 Po.Box 588 Abidjan 08
Côte d'Ivoire
T. +225 22 41 88 51
F. +225 22 41 88 53
C. +225 57 13 25 04
Email : Abou.Bamba@unep.org
www.unep.org/abidjanconvention
Private Mail:
01 Po.Box 2775 Abidjan 01
Cote d'Ivoire
T. +225 02718781

Mme Kelly WEST
Task Manager International Waters
Division of GEF Coordination (DGEF)
United Nations Environment Programme
(UNEP)
PO Box 30552-00100

Nairobi, Kenya
Tel : +254 20 762 4147
Email : kelly.west@unep.org

CCLME RCU – URC CCLME

M. Birane SAMBE
Coordonnateur Régional de Projet
Unité Régionale de Coordination (URC) du
CCLME
5^e étage Immeuble Kazem,
41 avenue Georges Pompidou
BP 3300 Dakar, Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
Email : birane.sambe@fao.org

M. Aboubacar SIDIBE
Responsable de la thématique Ressources
Marines Vivantes
5^e étage Immeuble Kazem,
41 avenue Georges Pompidou
BP 3300 Dakar, Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
Email: Aboubacar.Sidibe@fao.org

M. Khallahi BRAHIM
Responsable de la thématique Biodiversité,
habitat et qualité de l'eau
Unité Régionale de Coordination (URC) du
CCLME
5^e étage Immeuble Kazem,
41 avenue Georges Pompidou
BP 3300 Dakar, Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
Email : Khallahi.Brahim@unep.org

Mlle Ndèye Fatou TAMBA
Assistante administrative
Unité Régionale de Coordination (URC) du
CCLME
5^e étage Immeuble Kazem,
41 avenue Georges Pompidou
BP 3300 Dakar, Sénégal
Tel : + 221 33 842 34 00
Email : fatou.tamba@fao.org
Tel: +221 77 349 69 09
Email: fatou.tamba@fao.org

REPRESENTATIVES OF INTERNATIONAL PARTNER INSTITUTIONS – REPRESENTANT DES INSTITUTIONS PARTENAIRES INTERNATIONALES

ATLAFCO – COMHAFAT

M. Hassane EL FILALI
Responsable financier/Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT
Adresse : 2, Rue Ben Darkoul Ain Khalouiya
Souissi BP 1007, Rabat- Maroc
Tél : (212) 5 30 77 42 21 / (212) 644340333
Fax : (212) 5 30 17 42 42
Email : filali@comhafat.org

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE HALIEUTIQUE (INRH) - NATIONAL INSTITUTE FOR FISHERIES RESEARCH- (INRH)

M. Abdelmalek FARAJ
Chef de Département des Ressources Halieutiques
Email : faraj@inrh.org.ma
Tel : +212 661 649185

INSTITUT ESPAGNOL D'OCEANOGRAPHIE (IEO)- SPANISH INSTITUTE OF OCEANOGRAPHY (IEO)

Dr. Demetrio de Armas PEREZ
Sous-directeur General de la Recherche Instituto Español de Oceanografía
C/ Corazón de María nº 8
28002 Madrid
España
E-mail: demetrio.dearmas@md.ieo.es
Téléphone: +34 913421100

Mme Ana RAMOS
Responsible for the IEO project on Benthos and Ecosystem research in the CECAF Area
Instituto Español de Oceanografía
Cabo Estai, Canido
36200, Vigo (Pontevedra)
Tel: (+34) 986 492111
Fax: (+34) 986498626
Email: ana.ramos@vi.ieo.es
www.ieo.es; www.bentart.es

Mme Teresa SANTAMARIA
Co-ordinator for the IEO Research in the CECAF Area

Centro Oceanográfico de Canarias.
Via Espaldon Darsena Pesquera PCL8
38180 Santa Cruz de Tenerife
Tel: (+34) 922549400
Fax: +34 922549554
E-mail: teresa.garcia@oceanografia.es;
teresa.garcia@ca.ieo.es

IUCN / PARTAGE - IUCN / PARTAGE

M. Mohamed Lemine OULD BABA
Coordonnateur Programme
UICN (UNION Internationale de la Conservation de la Nature)
BP 4167, Nouackchott, Mauritanie
Tel /+222 45251276
Fax/ + 222 45251276
e-mail : ould@iucn.org

PROGRAMME REGIONAL DE CONSERVATION DE LA ZONE COTIERE ET MARINE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PRCM)- WEST AFRICAN REGIONAL MARINE AND COASTAL CONSERVATION PROGRAMME (PRCM)

M. Ahmed SENHOURY
Directeur
Unité de Coordination du PRCM
S/C UICN Mauritanie
Avenue Charles De Gaulle
Nouakchott, BP : 4167
Mauritanie
Tél : + 222 529 09 77
Fax : + 222 524 18 69
Email : ahmed.senhoury@iucn.org;
prcm@iucn.org

WETLANDS INTERNATIONAL – WETLANDS INTERNATIONAL

M. Richard DACOSTA
Chargé de projets
Wetlands International Afrique
Dakar, Sénégal

Email : rdacosta@wetlands-africa.org

Tel: +221 33 869 16 81

Annexe 2. Agenda / Ordre du jour

JOUR 1 –DAY 1 : 29 Novembre 2012	
1. Organization of the Meeting - Organisation de la Réunion Cérémonie d'ouverture 1.1. Introduction of participants - Présentation des participants 1.2. Election of Chair, Vice-chair - Election du Président, Vice-président 1.3. Information on work schedule – Information du programme 1.4 Adoption of the workshop agenda - Adoption de l'ordre du jour de l'atelier 1.5 Group photograph – Photo de groupe	9.00 – 9.30
2. Project implementation and status – Mise en œuvre du projet et statut	9.30 – 10.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	10.00-10.30
3. Overview of CCLME project activities to date - Aperçu des activités du projet CCLME entreprises : 3.1. <i>Report of the Climate Change Working Group - Rapport du Groupe de travail Changements Climatique</i> 3.2. <i>Report of the Biodiversity Habitat and Water Quality Working Group - Rapport Groupe de Travail Biodiversité, Habitat et Qualité de l'Eau</i> 3.3. <i>Report of the Working Group on the Planning and Analysis of Ecosystem Surveys including presentation on the preliminary result of CCLME/EAF-Nansen Ecosystem survey – Rapport du Groupe de Travail CCLME sur la Planification et l'Analyse des Campagnes Écosystémiques comprenant les résultats préliminaires de la campagne écosystémique CCLME/EAF Nansen</i> 3.4. <i>Report of the Working Groups on Stock Status (pelagics, demersals) - Rapports des Groupes de Travail sur l'état des Stocks (pélagiques et démersaux)</i>	10.30 – 13.00
<i>Lunch break – Pause déjeuner</i>	13.00 – 14.30
3.5. <i>Report of the TDA Working Group and status of Draft TDA- Rapport Groupe de Travail ADT et état d'élaboration du TDA</i>	14.30 – 15.00
4. Reports on the status of implementation of the CCLME Demonstration Projects/ Présentation des rapports sur la mise en œuvre des projets de Démonstration du CCLME Demo Project n°1 Demo Project n°2 Demo Project n°3 Demo Project n°4 Demo Project n°5	15.00 – 16.00
<i>Coffee break – Pause café</i>	16.0 - 16.15

<p>5. Overview of activities of partners in the CCLME area - Aperçu des activités des partenaires dans la zone du CCLME</p> <p>PARTAGE WETLAND IEO - IEO EAF-Nansen</p> <p>-----</p> <p>CSRP PRCM ATLAFCO - COMHAFAT CECAF – COPACE</p> <p>Discussion and synthesis -Discussion et synthèse</p>	16.15 – 17.00
JOUR 2 – DAY 2	
<p>1. Country reports on National Inter-ministry Committees - Rapports des pays sur les Comités Interministériels Nationaux</p> <p><i>Discussion et suite à donner....</i></p>	9.00 – 10.00
<p><i>Coffee break – Pause café</i></p>	10.00 -10.30
<p>2. 2013 CCLME work plan – Plan de travail 2013 du CCLME</p> <p>Discussion et adoption du plan 2013</p>	10.30 – 12.00
<p>3. Date and place of the next CCLME PSC meeting - Date et lieu de la prochaine réunion du Comité de Pilotage du CCLME</p>	12.00 – 12.30
<p><i>Lunch break – Pause déjeuner</i></p>	12.30 – 14.30
<p>4. Divers -Any other business</p>	14.30 – 15.00
<p>5. Closure of meeting – Clôture de la réunion end <i>Coffee break – Pause café</i></p>	16.00 - 16.30

Annexe 3. Plan de travail du projet CCLME Année 2013

Composante 1 (Processus ADT/PAS): Processus et cadres régionaux pour comprendre et traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers													
Budget 2013 estimé – Composante 1		476 280 USD											
		Année				2012				2013			
		Trimestre				1	2	3	4	1	2	3	4
a) Accord régional sur les problèmes transfrontaliers - Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT)													
Résultat: ADT régionale													
Poursuivre l'établissement de groupes de travail sur les évaluations thématiques et les campagnes devant guider le processus ADT (aspects socio-économiques et gouvernance).													
Organisation de la 3 ^{ème} réunion du Groupe de Travail sur les Changements Climatiques													
Organisation de la 4 ^{ème} réunion du Groupe de Travail sur l'analyse des données des campagnes scientifiques et la planification des campagnes successives													
Organisation de la 1 ^{ère} réunion du Groupe de Travail sur les aspects socio-économiques													
Organisation de la seconde réunion du Groupe de Travail sur la biodiversité, l'habitat et la qualité de l'eau (PNUE)													
Réunion du Comité de Pilotage régional impliquant tous les secteurs importants afin d'approuver l'ADT (comprenant membres du GT ADT)													
Rapport ADT préparé, publié et largement diffusé.													
Appui à l'organisation du Groupe de Travail sur les stocks pélagiques côtiers (organisé par la FAO)													
Résultat: Site Web interactif et bases de données pour le CCLME													
Maintenance du site web, les informations réunies pour le projet et générées dans le cadre de l'ADT/PAS sont téléchargées sur le site web.													
Contributions du site web du CCLME à l'IW-LEARN.													
b) Plans et cadres durables juridiques/institutionnels pour une coopération régionale dans le cadre du CCLME.													
Résultat: élaboration d'un cadre régional juridique/institutionnel pour la bonne gestion du CCLME													

Composante 1 (Processus ADT/PAS): Processus et cadres régionaux pour comprendre et traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers									
Budget 2013 estimé – Composante 1		476 280 USD							
		Année				Année			
		2012				2013			
		1	2	3	4	1	2	3	4
Trimestre									
Promouvoir des liens et dialogues entre les institutions régionales et internationales concernées (CSRP, Convention d'Abidjan, COMHAFAT, OMVS, OMVG, COPACE, ICCAT, AGC, NEPAD, BCLME, GCLME et CEDEAO (environnement et pêches) sur un cadre juridique/institutionnel pour la bonne gestion à long terme du CCLME.									
Maintien des liens solides et des mécanismes de coordination entre le programme du CCLME et les programmes et initiatives importants d'autres organisations afin d'assurer des synergies (FEM ICZM, projets sur le bassin fluvial et adaptation aux changements climatiques, programmes de la Banque Mondiale, ONG, etc.).									
Concevoir, développer et promouvoir l'adoption d'un cadre global légal / institutionnel pour la bonne gestion à long terme du CCLME résultant de la discussion avec les institutions internationales et régionales concernées.									
Favoriser et soutenir la coordination directe entre les structures nationales sur des préoccupations transfrontalières partagées.									
Résultat: Adoption du Programme d'Action Stratégique (PAS) par différents pays									
Groupe de travail régional du SAP établi et opérationnel.									
Établissement de comités nationaux du PAS.									
Assistance technique fournie à l'équipe régionale dans la formulation du PAS.									
Etablir des indicateurs écosystémiques appropriés pour suivre les progrès en matière de restauration durable de la zone CCLME.									
Forum de l'Afrique de l'Ouest sur l'environnement marin et côtier soutenu et élargi en Forum pour discuter et approuver le PAS.									
Participation de ministères concernés comme ceux des Affaires étrangères et des Finances au Forum est facilitée afin qu'ils considèrent les résultats de l'évaluation de l'écosystème.									
Les résultats et les expériences des projets de démonstration ainsi que la stratégie de reproductibilité sont intégrés au processus du PAS.									
Résultat: Plan de financement et d'investissement durable/plan de partenariat pour la mise en œuvre du PAS									
Identifier les options permettant d'obtenir un financement durable de la gestion et du suivi des ressources dans la zone CCLME.									
Identifier les options et les financements sûrs pour la mise en œuvre du PAS (y compris les ressources publiques et privées).									

Composante 1 (Processus ADT/PAS): Processus et cadres régionaux pour comprendre et traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers									
Budget 2013 estimé – Composante 1		476 280 USD							
		Année				Année			
		2012				2013			
		Trimestre				Trimestre			
		1	2	3	4	1	2	3	4
Élaborer un plan de financement et d'investissements/partenariat durable et intégré pour la mise en œuvre, faisant partie du PAS.									
c) Participation des parties prenantes aux choix des priorités transfrontalières et à la planification stratégique.									
Résultats: Mise en place et fonctionnement des mécanismes régionaux et nationaux de participation des parties prenantes institutionnelles.									
Organisation du 4 ^{ème} Comité de Pilotage du projet CCLME									
Les Comités interministériels nationaux sont confirmés avec des termes de référence mis à jour.									
Soutenir la participation de représentants gouvernementaux clefs et du personnel du projet du CCLME à deux Conférences biennales du FEM IW et à d'autres réunions importantes selon les besoins (y compris préparation d'une exposition sur le projet).									
Résultat: Mise en place et fonctionnement des mécanismes de participation des parties prenantes locales et privées									
Faire en sorte que le Forum marin de l'Afrique de l'Ouest se transforme en plateforme à laquelle participent les parties prenantes locales et privées et soutenir la participation de parties prenantes locales.									
d) Effectivité de suivi et évaluation du projet.									
Résultat: Mise en œuvre des processus de suivi et d'évaluation du projet.									
Revue trimestrielle, semestrielle et annuelle des performances du projet et indicateurs de résultat.									
Évaluation à mi-parcours.									

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME										
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD										
	Année		2012				2013			
	Trimestre		1	2	3	4	1	2	3	4
Amélioration des connaissances et des capacités de gestion pour traiter les problèmes en matière de ressources marines vivantes										
Résultat: Evaluation transfrontalière des problèmes prioritaires en matière de ressources marines vivantes pour le CCLME.										
Poursuite de l'identification des informations disponibles et les principaux déficits de connaissances en relation avec les problèmes sur les ressources marines vivantes.										
Suivi par un forum de planification avec le projet FAO- AEP Nansen, pour assurer des évaluations détaillées, des campagnes, des plans de formation et d'analyse.										
Evaluations régionales sur les ressources et l'écosystème et campagnes effectuées sur toute la zone CCLME (combinaison d'évaluations à partir des données côtières et de campagnes).										
Groupes de travail CCLME appropriés pour considérer et évaluer les efforts en cours en matière d'évaluation écosystémique et des campagnes afin de s'assurer que les informations sur le CCLME sont prises en compte dans l'ADT, le PAS et les plans de gestion du CCLME.										
Conduire des évaluations et études spécialisées (effets et interaction de la pollution du pétrole sur les poissons, identification des zones de frai des poissons, impacts exercés par les engins de pêche perdus ou abandonnés).										
Résultat: Renforcement des capacités en termes d'évaluation transfrontalière des ressources marines vivantes.										
Formation des chercheurs nationaux et des organisations de recherche qui participent aux évaluations et aux campagnes sur les pêches et la productivité régionale (en relation avec EAF Nansen).										
Résultat: Renforcement des politiques, des instruments et de la capacité de gestion permettant de traiter les problèmes transfrontaliers prioritaires en matière de ressources marines vivantes.										
Mesures de gestion des pêches dans la zone CCLME concertées sur les conditions minimales d'accès, la pêche illégale illicite non déclarée, la gestion de l'effort de pêche et la mise en œuvre de l'AEP.										
Appuyer les pays CCLME pour le développement de législations régionales.										
Formation fournie aux institutions nationales pour traiter des problèmes transfrontalières sur les pêcheries utilisant l'approche écosystémique (en relation avec le projet AEP Nansen).										
Assister les pays CCLME pour traiter la liste CITES des Espèces aquatiques selon les demandes.										

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME										
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD										
	Année		2012				2013			
	Trimestre		1	2	3	4	1	2	3	4
Directives de gestion élaborées pour les zones de reproduction et autres habitats critiques de la pêche identifiés dans le cadre de l'évaluation des écosystèmes et des pêcheries régionales (en relation avec l'évaluation des habitats critiques sous la composante 3).										
Mesures commerciales et mécanismes de marché identifiés pour aider à la gestion durable des pêcheries et encourager les pratiques durables de pêche.										
Promotion de mesures commerciales et des mécanismes de marché.										
Capacité Institutionnelle et individuelle renforcée pour une participation active à l'ICCAT afin de s'assurer que les préoccupations en matière d'aménagement au niveau régional sont effectivement prises en compte.										
Appui à la participation de Ministères concernés comme ceux des Finances et des Affaires Etrangères au Forum marin de l'Afrique de l'Ouest du PRCM pour une prise en compte des résultats des évaluations des écosystèmes.										
b) Actions de démonstrations devant permettre de traiter les questions transfrontalières prioritaires relatives aux ressources marines vivantes.										
Mise en œuvre des activités retenues du Projet de démonstration 1 – Gestion durable transfrontalière et écosystémique des stocks pélagiques partagés dans la zone nord ouest de l'Afrique.										
1. Amélioration des connaissances collectives en matière de ressources en petits poissons pélagiques, de leurs écosystèmes et de leurs interactions avec le climat										
1.1. Compilation et analyse des connaissances existantes sur les petits poissons pélagiques										
1.2. Préparation par le Groupe scientifique de travail de plans devant combler les déficits de connaissance										
1.3 Comblent les principaux déficits de connaissance et Appui à la participation des scientifiques aux campagnes conjointes et formations										
1.4 Convoquer un second atelier de travail sur les petits poissons pélagiques afin de synthétiser les informations (pour finaliser le document de l'ADT)										
2. Formulation et accords sur les politiques régionales										

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME									
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD									
	Année	2012				2013			
		1	2	3	4	1	2	3	4
	Trimestre	1	2	3	4	1	2	3	4
2.1 Etudes préparatoires sur les petits poissons pélagiques (Commerce et sécurité alimentaires, stratégies MCS, faisabilité des systèmes de quotas pour les petits poissons pélagiques, études des questions et des options)						■	■		
2.2 Organisation en collaboration avec la CSRP d'un atelier de travail pluridisciplinaire sur les petits poissons pélagiques auquel participent à la fois des experts socio-économiques, des membres du groupe de travail scientifiques et d'autres parties prenantes				■	■				
2.3 Elaboration d'une proposition de politique sous-régionale				■	■				
2.4 Organisation d'une réunion régionale pour présenter la politique sur les petits poissons pélagiques				■	■	■	■		
3. Élaboration et accord sur au moins un plan de gestion pour un stock partagé de petits poissons pélagiques									
3.1 Elaboration de plans de gestion préliminaires à travers les réunions régionales pluridisciplinaires de parties prenantes					■	■			
3.2 Convoquer une réunion de gestionnaires régionaux pour l'adoption de plans et identifier les déficits de capacité pour leur mise en œuvre						■	■		
3.3 Exécuter un programme de renforcement des capacités basé sur les besoins identifiés.								■	■
4. Évaluation des coûts et bénéfices de l'approche conjointe									
4.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices de la gestion actuelle				■	■				
4.2 Analyse des coûts et bénéfices potentiels d'une gestion conjointe								■	■
Mise en œuvre des activités retenues du Projet de démonstration 2 – Réduction de l'impact du chalutage de crevettes côtiers par la diminution du taux des captures accessoires et les changements des mesures d'aménagement.									
1. Évaluation des captures accessoires, rejets et impacts sur l'écosystème du chalutage côtier des crevettes; données et analyses mises à la disposition des parties prenantes									
1.1 Faire une analyse préliminaire des informations disponibles sur les rejets des captures accessoires et des impacts sur l'écosystème du chalutage côtier des crevettes (et leurs mécanismes sous-jacents)				■	■				
1.2 Concevoir et adopter une méthodologie pour l'évaluation participative des ressources et des pêches démersales sur les sites pilotes				■	■	■			

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME									
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD									
	Année	2012				2013			
	Trimestre	1	2	3	4	1	2	3	4
1.3 Sélectionner des chalutiers, former des observateurs et mettre sur pied une campagne de collecte des données sur le terrain en utilisant des équipes d'observateurs									
1.4 Analyser les données sur le terrain et préparer un rapport d'évaluation à transmettre aux gestionnaires de chalutiers et aux autres parties prenantes									
2. Démonstrations sur le terrain conçues et effectuées pour tester des outils et des méthodes de pêche plus sélectifs ; les résultats sont analysés et mis à la disposition des exploitants de navires et des gestionnaires									
2.1 Concevoir en consultation avec une sélection de chalutiers et de gestionnaires, un programme de démonstrations sur le terrain pour tester les différents types d'outils et pratiques de pêche sélectifs/à impact réduit									
2.2 Diriger le programme d'essais sur le terrain en utilisant la méthodologie préalablement testée pour la collecte de données sur les pêches accessoires et les rejets									
2.3 Préparer et diffuser aux parties prenantes un rapport sur les résultats des essais accompagné d'une évaluation comparative des performances et de la faisabilité des différents engins									
3. Présentation des directives techniques sur les engins et les techniques de chalutage côtier des crevettes que les pays du CCLME adopteront et intégreront au PAS									
3.1 Élaborer des directives techniques pour améliorer la sélectivité des chaluts de fond et réduire les impacts sur l'écosystème									
3.2 Organiser un atelier de travail régional pour discuter des résultats des recherches et rédiger des directives pour les principaux gestionnaires et les exploitants des chalutiers									
3.3 Aider à finaliser et publier les directives régionales et les recommandations politiques									
3.4 Promouvoir l'intégration des directives au PAS									
4. Les coûts et les avantages des pratiques existantes et les pratiques de chalutage proposées évalués pour considération dans le processus SAP									
4.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices du chalutage côtier actuel des crevettes									
4.2 Projection des coûts et bénéfices du chalutage côtier des crevettes en utilisant des méthodologies améliorées élaborées durant le projet									

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME											
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD											
	Année			2012				2013			
	Trimestre			1	2	3	4	1	2	3	4
Mise en œuvre des activités retenues du Projet de démonstration 3 – Cogestion transfrontalière des poissons pélagiques côtiers migratoires qui représentent des ressources d'importance pour les pêcheries artisanales (mulets, courbine, tassergal).											
1. Amélioration des connaissances en matière de ressources pélagiques côtières et de leurs migrations											
1.1 Atelier régional pour examiner les données existantes et évaluer l'état actuel des ressources et des pêches											
Réalisée (cf. LoA)											
1.2 Études coopératives de terrain sur l'évaluation des stocks et meilleure compréhension de la migration des ressources, et des mouvements transfrontaliers											
En cours (cf. LoA)											
1.3 Analyse des résultats des études de terrain											
2. Harmonisation des politiques et de la législation nationales											
2.1 Examen des politiques et des législations nationales dans les pays du projet (l'étude est réalisée)											
Etude à valider											
2.2 Élaboration des directives en matière de politique commune											
2.3 Ateliers régionaux pour présenter et s'accorder sur les directives générales											
2.4 Amendement des politiques et des législations nationales											
3. Mise en place d'un cadre de coopération régionale et d'un plan de gestion transfrontalière des espèces benthopélagiques/pélagiques migratrices côtières											
3.1 Organiser des missions et des ateliers de consultation nationale											
3.2 Préparer un cadre de coopération régionale préliminaire											
3.3 Organiser une réunion nationale en vue de l'adoption d'un cadre régional											
3.4 Organiser 3 ou 4 réunions régionales pour élaborer un plan de gestion régionale préliminaire											
3.5 Organiser une réunion des principaux gestionnaires régionaux pour étudier et adopter le premier plan de gestion devant être intégré au PAS											
4. Promotion de bénéfices majeurs dans la région dégagés par les pêches, pour les pêcheurs, les conditionneurs après récolte, les commerçants et les autorités d'aménagement											

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME									
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD									
	Année	2012				2013			
		1	2	3	4	1	2	3	4
	Trimestre	1	2	3	4	1	2	3	4
4.1	Évaluer les bénéfices des pêches benthopélagiques/pélagiques côtières, leur distribution et identifier les possibilités d'amélioration et faire des recommandations								
4.2	Organiser un atelier de travail sous-régional pour débattre des résultats et adopter des recommandations relatives aux actions à prendre								
4.3	Mettre en œuvre une méthode permettant de dégager de meilleurs bénéfices pour les pêches pélagiques/benthopélagiques côtières et leurs produits								
5. Évaluation des coûts et des bénéfices de la gestion coopérative à prendre en considération pour le processus du PAS									
5.1	Évaluation de base des coûts et bénéfices des accords actuels de gestion concernant les poissons benthopélagiques/pélagiques côtiers, puis adoption lors d'un atelier de travail								
5.2	Évaluation des coûts et bénéfices de la gestion coopérative en cours à la fin du projet								
Mise en œuvre des activités retenues du Projet de démonstration 4 – Démonstration des Aires marines protégées (AMP) en tant qu'outils permettant de dégager des bénéfices de la gestion de ressources multiples.									
1. Évaluations participatives de la ligne de base des ressources et des pêches démersales sur les sites pilotes									
1.1	Organiser un Groupe de travail technique multidisciplinaire sur les AMP en tant qu'outils de cogestion des pêches artisanales démersales								
1.2	Concevoir et adopter une méthodologie pour l'évaluation participative des ressources et des pêches démersales sur les sites pilotes								
1.3	Effectuer des évaluations participatives de la ligne de base sur des sites pilotes								
1.4	Organiser le groupe de travail afin qu'il étudie les résultats et prépare un rapport avec des recommandations pour l'évaluation participative dans le contexte de la cogestion								
2. Élaboration de plans de conservation et de cogestion des pêches démersales pilotes									
2.1	Organiser un groupe de travail multidisciplinaire qui élaborera des directives pour les régimes de cogestion sur les								

Composante 2 (Ressources marines vivantes): Renforcement des politiques et des systèmes de gestion, basée sur l'amélioration des connaissances et les acquis obtenus à travers les projets de démonstration, afin de traiter les problèmes prioritaires transfrontaliers relatifs au déclin des ressources marines du CCLME									
Budget 2013 estimé – Composante 2: 889 231 USD									
	Année	2012				2013			
		1	2	3	4	1	2	3	4
	Trimestre	1	2	3	4	1	2	3	4
sites pilotes						■	■		
2.2 Élaboration de régimes de cogestion participative spécifiques sur chaque site						■	■	■	
2.3 Mettre en œuvre et suivre les régimes de cogestion							■	■	■
2.4 Organiser un atelier qui examinera l'expérience de cogestion sur les sites pilotes et faire des recommandations							■	■	■
3. Évaluations participatives des ressources démersales sur les sites pilotes effectuées après la mise en œuvre des systèmes de cogestion et de conservation									
3.1 Effectuer des évaluations participatives des ressources démersales sur les sites pilotes des AMPs							■	■	■
3.2 Organiser le groupe de travail afin qu'il examine les résultats des évaluations et qu'il fasse des recommandations							■	■	■
3.3 Préparer et présenter un rapport analysant les résultats des évaluations et le potentiel des AMP en tant qu'outils de cogestion des pêches artisanales démersales							■	■	■
4. Évaluation des coûts et des bénéfices des AMP et des systèmes de cogestion qui les accompagnent avec les directives relatives à leur reproduction dans d'autres sites									
4.1 Évaluation de base des coûts et bénéfices des accords existants de cogestion des ressources démersales sur les sites pilotes				■	■				
4.2 Estimation des coûts et bénéfices des régimes de cogestion appliqués à la fin du projet				■	■				
4.3 Établir les directives relatives à la reproduction des systèmes de cogestion sur d'autres sites AMP dans la région du CCLME et ailleurs							■	■	

Composante 3: (Biodiversité, habitat et qualité de l'eau) : Renforcement des connaissances, capacités et politiques de base nécessaires à l'évaluation et à la gestion transfrontalière des habitats, de la biodiversité et de la qualité de l'eau, essentiels pour la pêche																			
Budget 2012 estimé – Composante 3: 490 000 USD																			
								Année		2012		2013							
								Trimestre				1	2	3	4	1	2	3	4
a) Déficients de connaissances comblés en relation avec les habitats critiques, la biodiversité et la qualité de l'eau pour les besoins du ADT et du PAS																			
Évaluation générale et production d'un rapport détaillé sur les données et les informations y compris sur les insuffisances politiques et législatives pour le ADT et compilation des données existantes qui ont un rapport avec la pollution et la santé de l'écosystème dans la région du CCLME.																			
Développement de bases de données géographiques sur les habitats, la biodiversité et formation.																			
Évaluation de la biodiversité importante comprenant celle des AMP et des espèces menacées présentant un intérêt mondial.																			
Évaluation de la qualité de l'eau des besoins des estuaires pour le maintien des fonctions essentielles de l'écosystème (à discuter)																			
Évaluation de l'impact des activités à terre sur l'eau et la qualité des Sédiments.																			
b) Renforcement des capacités, décisions politiques et planification du PAS: évaluation transfrontalière et gestion des habitats critiques, de la biodiversité et de la qualité de l'eau																			
Développement d'un plan de gestion du Grand Écosystème Marin (GEM) et de suivi des habitats critiques.																			
Développement de plans de gestions régionaux devant fixer les régimes des débits hydriques et directives concernant l'exploitation de l'eau (à discuter).																			
Développement d'un programme d'action régional en matière d'activités terrestres.																			
Développement d'un plan d'intervention pour atténuer et éviter la pollution pétrolière au large.																			
c) Démonstration des mesures de réduction du stress: évaluation et gestion des habitats critiques, de la biodiversité et de la qualité de l'eau.																			
Mise en œuvre des activités retenues du Projet de démonstration 5 – Élaboration d'un plan de conservation des mangroves avec plusieurs activités pilotes de restauration des mangroves																			
1. Ateliers et renforcement des connaissances																			

Composante 3: (Biodiversité, habitat et qualité de l'eau) : Renforcement des connaissances, capacités et politiques de base nécessaires à l'évaluation et à la gestion transfrontalière des habitats, de la biodiversité et de la qualité de l'eau, essentiels pour la pêche									
Budget 2012 estimé – Composante 3: 490 000 USD									
	Année	2012				2013			
		Trimestre	1	2	3	4	1	2	3
1.1. Réunions nationales et régionales pour la ratification de la charte sur les mangroves									
1.2 Organiser les consultations nationales entre parties concernées pour mettre en œuvre les plans d'action									
1.3 Formation et planification sur la conservation et la restauration des mangroves									
2. Etudes et Campagnes									
2.1. Etablissement de directives, normes et bonnes pratiques pour la surveillance des écosystèmes									
2.2. Evaluation rapide des sites sélectionnés, analyse et validation des données									
2.3 Définition d'indicateurs pour les mangroves; révision de la méthodologie d'évaluation pour les principaux écosystèmes de mangrove ; révision de méthodologie pour l'estimation des services rendus par les écosystèmes de mangrove									
2.4 Établir une ligne de base pour la séquestration de carbone (biomasse, sol, flux de carbone) et durée de stockage l'envergure pour les sites pilotes ; calcul du taux de déboisement (historique et projeté) et préparation de note de projet de REDD									
2.5 Méthodologie d'évaluation des principaux indicateurs d'écosystème de mangrove, prenant en compte la séquestration et le stockage du carbone									
3. Conservation, activités de restauration et dissémination de bonnes pratiques et activités génératrice des revenus									
3.1. Établir les conditions de base dans les sites pilotes									
4. Communication									
4.1 Produire des outils de communication pour la sensibilisation des communautés locales									
4.2 Organiser des événements de communication pour sensibiliser les autres parties concernées (décideurs, ONG...)									

	Année		2012				2013			
	Trimestre		1	2	3	4	1	2	3	4
Résultat: Structures de gestion du projet et mécanismes mis en place opérationnels										
Les spécialistes/consultants à court terme qui appuient la coordination et la gestion sont recrutés selon les besoins										
Rapports trimestriels, semestriels et annuels, traductions et audits financiers.										

Note: Pour les plans régionaux du paragraphe b) la dernière année, les plans seront inclus dans la documentation générale du PAS, des accords seront conclus sur les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre du PAS, on contribuera à l'élaboration préliminaire du programme national d'action et on trouvera des solutions qui garantiront la mise en œuvre et le suivi (et le financement) durables du PAS.